

S O M M A I R E S

INTRODUCTION	8
PREMIERE PARTIE : FONDEMENTS THEORIQUES ET EMPIRIQUES	
DES DETERMINANTS DES IDE.....	10
CHAPITRE I : GENERALITES SUR LES IDE	11
SECTION I : DEFINITIONS ET CONCEPTS DES IDE	11
A – Définitions de l’IDE	11
1. Définition générale de l’IDE	11
2. Définition selon le FMI et l’OCDE	12
B – Distinction entre stock et flux	13
1. Notion de stock	13
2. Notion de flux	13
C – Les différents types d’IDE	13
1. IDE verticaux.....	13
2. IDE horizontaux	14
SECTION II : LES CARACTERISTIQUES DES IDE (CAS DE MADAGASCAR	
EN PARTICULIER).....	14
A – Relation d’investissement direct avec l’étranger.....	14
1. Généralité.....	14
2. Transactions des capitaux d’investissement direct.....	15
B – Concepts et mode de financement des investissements des	
entreprises d’IDE.....	16
1. Entreprise d’investissement direct.....	16
2. Mode de financement des investissements des entreprises d’IDE	18
C- Origine des financements	22
1. Apports nouveaux en capital	22
2. Emprunts reçus	23
3. Financements à court terme reçus	24

CHAPITRE II : IMPORTANCES DES IDE (CAS DE MADAGASCAR EN PARTICULIER)	26
<i>SECTION I : EVOLUTION RECENTE DES FLUX D'IDE</i>	<i>26</i>
A- Evolution au niveau mondial	26
B- Evolution entre les pays de l'OCDE	27
C- Evolution entre les PED (Afrique Subsaharienne).....	29
D- Evolution récente des flux d'IDE à Madagascar.....	30
<i>SECTION II : L'OMC ET LES INVESTISSEURS DE L'OCDE FACE AUX IDE DANS LES PED</i>	<i>31</i>
A- Les arguments en faveur des IDE	31
1. Théorie de double déficit : dual gap model ou théorie du double écart ..	31
2. Effets directs, transfert de technologie et ouverture de nouveau marché	32
3. Effets de démonstration, d'incitation et de diffusion- effets de la croissance	32
4. Les effets d'entraînement	34
B- Les opportunités de couverture par l'OMC des IDE pour les PED	35
1. L'aide au développement des pays du Nord avec l'intervention de l'OMC sur les IDE dans les PED	35
2. Libéralisation du commerce entre les PED et les PD face aux IDE.....	36
3. L'assistance technique aide à renforcer les capacités commerciales des PED envers les IDE.....	37
C- Les IDE de la zone OCDE à destination des PED	39
D- Origines des capitaux et branches d'intervention des investisseurs étrangers dans les PED : cas de Madagascar en particulier.....	40
1. Origine des capitaux d'IDE	40
2. Les branches d'intervention des investisseurs directs	42

DEUXIEME PARTIE : MODELISATION THEORIQUE ET ECONOMETRIQUE DES DETERMINANTS DES IDE 44

CHAPITRE III : FONDEMENTS THEORIQUES DES DETERMINANTS

DES IDE 45

SECTION I : LE MODELE DE PROXIMITE-CONCENTRATION DE MARKUSEN ET DE NEARY..... 45

A- Hypothèses du modèle 45

B- Les stratégies d'internationalisation d'un monopole..... 45

C- Interprétation des résultats du modèle 48

SECTION II : LES DETERMINANTS STRATEGIQUES DES IDE 50

A- Instabilités politiques et économétriques 50

1. Instabilités politiques 50

2. Environnement macro-économiques 51

B- Codes d'investissement et qualité des infrastructures 51

1. Code d'investissement 51

2. Qualité des infrastructures 51

C- sécurités socio-culturelles et ressources naturelles 52

1. Sécurités socio-culturelles 52

2. Ressources naturelles..... 52

D- Récapitulation sur les déterminants stratégiques des IDE 52

1. Cadre politique et réglementaire de l'IDE..... 52

2. Déterminants économiques..... 53

3. Facilitation des affaires..... 54

CHAPITRE IV : ANALYSE ECONOMETRIQUE DES DETERMINANTS

DES IDE 55

SECTION I : HYPOTHESES..... 55

SECTION II : PRESENTATION DU MODELE GRAVITATIONNEL..... 56

A- Le modèle gravitationnel de base..... 56

B- Modèle économétrique étendu 58

<i>SECTION III : MODELISATION ECONOMETRIQUE DES DETERMINANTS DES IDE (Les méthodes économétriques utilisées.)</i>	59
A- Estimation des entrées d'IDE des PED par la méthode des moindres carrés ordinaires	60
1. Hypothèses.....	60
2. Application de la méthode.....	61
B- Interprétation des résultats.....	63
<i>CONCLUSION</i>	65
<i>ANNEXES</i>	67
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	74
<i>LISTE DES FIGURES</i>	76
<i>SIGLES</i>	78
<i>BIBLIOGRAPHIES</i>	80

INTRODUCTION

Depuis les années 70, pour relever à la mondialisation, les libres échanges des mouvements capitaux ont permis de mettre en place et d'augmenter les flux d'investissements internationaux. Et les flux d'investissements directs étrangers (IDE) sont l'un de ces derniers autre que les flux d'investissements de portefeuille (IPF).

Cependant, comme le mot « investir » est une action de conférer à quelqu'un des titres ou des pouvoirs, alors les investisseurs ou les firmes doivent déterminer rigoureusement les pays où ils veulent placer leurs titres. Ainsi, ces flux d'investissement peuvent généralement se distinguer à deux axes : l'axe Nord- Nord entre pays développés (PD) et l'axe Nord-Sud entre les pays développés et les pays en développement (PED). Et le premier est le plus important que le second, c'est-à-dire les flux d'investissent entre les pays développés (PD) et les pays en développement (PED) posent des contraintes du point de vue de leurs contrats et leurs compétences respectives et surtout pour les efforts des pays d'accent vis-à-vis de leurs croissances économiques.

C'est pourquoi on a choisi ce thème de mémoire qui s'intitule : « Les déterminants des investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en voie d développement (PED) : cas de Madagascar en particulier ». En effet, cet ouvrage a pour but d'essayer de répondre à une certaine question qui se pose : « quels sont les facteurs qui incitent les investisseurs étrangers d'investir dans les pays en développement (PED) ?

Pour répondre à cette question, nous allons voir d'abord dans la première partie les fondements théoriques et empiriques des déterminants des investissements directs étrangers (IDE) ; et ensuite, nous allons aborder à l'analyse théorique et économétrique des déterminants de ces investissements directs étrangers(IDE) en prenant comme échantillon les pays OCDE comme les pays donateurs et les pays de l'Afrique subsaharienne comme les pays en développement.

PREMIERE PARTIE :

**« FONDLEMENTS THEORIQUES
ET EMPIRIQUES DES
DETERMINANTS DES IDE »**

CHAPITRE I : GENERALITES SUR LES IDE

SECTION I : DEFINITIONS ET CONCEPTS DE L'IDE

A - DEFINITIONS DE L'IDE :

1) DEFINITION GENERALE DE L'IDE :

En premier lieu, le mot « investir » désigne une activité économique pour l'allocation optimale des ressources¹ afin d'attendre des profits. C'est ainsi que la notion d'investissement peut se traduire par la mise à la disposition d'une entité économique de l'ensemble de ses ressources pour un activité économique donnée afin d'avoir un profit optimal.

Par conséquent, un investissement direct étranger ou IDE est donc un type d'investissement autre que l'investissement de portefeuille où une organisation économique (ou firme), se référant à la notion d'investissement ci-dessus, met à la disposition des entreprises apparentées² situées à l'extérieur de son territoire ces ressources. D'une autre manière, l'IDE désigne l'ensemble des ressources, qu'à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct sous certaines conditions y afférentes. Et ce sont ces pays d'accueil qui font directement ces activités économiques.

En outre, les IDE signifient aussi comme des mouvements de capitaux étrangers vers le monde entier et surtout pour les pays qui souffrent aux capitaux (généralement les pays en développement) venant des investisseurs des pays développés. C'est-à-dire que ces mouvements de capitaux sont causés par l'insuffisance des capitaux à investir des entreprises nationales afin de parcourir aux financements extérieurs.

Enfin, depuis les années 70, le rôle des IDE dans la croissance économique des pays d'accueil a été généralement reconnu compte tenu de nombreux avantages qu'ils apportent. En effet, autre que les capitaux, les IDE représentent une technologie plus performante, un savoir-faire et aussi une possibilité d'accès aux marchés internationaux.

¹ Apport en capital ou bénéfices réinvestis

² Qui touchent directement les financements

2) DEFINITION SELON LE FMI ET L'OCDE :

D'après la définition commune de l'OCDE et du FMI, adoptée également par la CNUCED et EUROSTAT, l'IDE désigne « *les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte* » (FMI)³.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de :

- Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

³ Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993

B – DISTINCTION ENTRE STOCK ET FLUX :

1. NOTION DE STOCK :

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

En effet, prenons le cas de Madagascar, le stock d'IDE a été concentré dans trois branches d'activités, à savoir : l'« *activité extractive* », l'« *activité financière* » et la « *fabrication* ». Celles-ci constituent 47,0% des stocks d'IDE en 2005 et plus de 65% en 2006.

2. NOTION DE FLUX :

Le flux d'investissement est constitué par les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée (t_0 et t_1).

Comme précédemment, illustrons toujours nos idées pour le cas de Madagascar : si le stock d'IDE contribue à calculer sa position extérieure, le flux constitue une composante importante du compte des opérations financières de la Balance des Paiements. En effet, la connaissance du flux d'IDE permet de savoir le mouvement de capitaux observé au cours d'une période donnée (année ou semestre donné).

C – LES DIFFERENTS TYPES D'IDE :

Pour cela, il est possible de distinguer deux types d'IDE : les IDE verticaux et les IDE horizontaux.

1) IDE VERTICAUX :

Les IDE "verticaux" concernent l'implantation de seulement certains segments de la chaîne de production, dans la perspective d'une optimisation des coûts et des délais de production au niveau de la firme toute entière, selon une division internationale du travail intra-firme. En effet, c'est une stratégie d'optimisation des coûts de production pour des firmes organisées globalement.

Ex : délocalisation d'une partie de la production dans un pays à bas salaires ;

2. IDE HORIZONTAUX :

Ils concernent au contraire l'implantation de la totalité de la chaîne de production sur une même zone; l'objectif étant de desservir le marché local (il s'agit ici d'une stratégie de substitution aux exportations). Par ailleurs, les IDE horizontaux répondent à une logique d'accès au marché dans le pays d'implantation. Et ils concernent plutôt les relations entre pays de niveau de développement élevé, dans lesquelles les ressources (humaines, d'infrastructures, etc.) nécessaires pour ce type d'implantation existent, et les pays moins développés.

SECTION II : LES CARACTERISTIQUES DES IDE (CAS DE MADAGASCAR EN PARTICULIER)

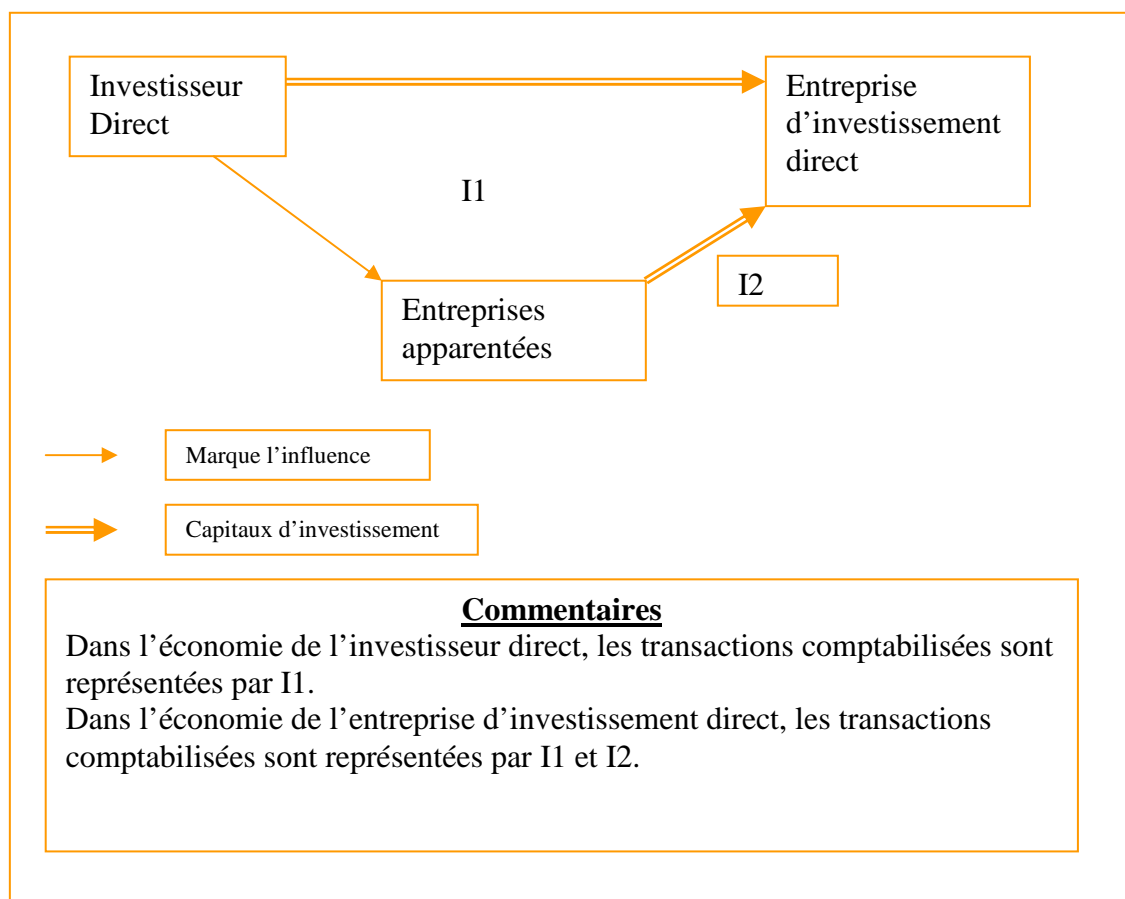
A- RELATION D'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC L'ETRANGER :

1. GENERALITE :

Pour expliquer bien cette généralité sur la relation d'investissement direct étranger, nous prenons le cas de Madagascar. En effet, Cette relation avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans ladite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

Figure 1: Illustration de l'IDE



Source : INSTAT-MADAGASCAR/ Rapport 2005-2006

2. LES TRANSACTIONS DES CAPITAUX D'INVESTISSEMENT DIRECT :

Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent en :

- **Capital social** : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,
- **Bénéfices réinvestis** : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

- **Autres transactions d'investissement direct** : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

B- CONCEPTS ET MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES D'IDE

1. ENTREPRISE D'INVESTISSEMENT DIRECT :

a) Définition :

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar **détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote** (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

- **Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50% du capital ;
- **Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50% du capital ;
- **Succursales**, filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

b) Investisseur direct :

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

c) Entreprises apparentées :

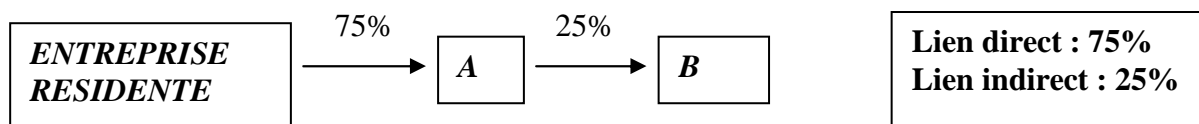
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

d) Liens directs et indirects :

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :

Figure 2: lien direct et indirect sur une entreprise d'investissement



Source : Réalisée dans ce mémoire par l'auteur

2. MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

D'IDE :

L'analyse porte, pour cette section, sur le comportement des entreprises d'IDE en matière de financement des investissements et ne touche que les financements externes. Le choix des différents modes de financement et l'origine des ressources financières investies sont les deux principaux thèmes abordés dans cette section. L'intérêt de cette analyse repose sur le fait de savoir si les fonds d'investissements étrangers investis initialement génèrent d'autres fonds étrangers au niveau de ces entreprises d'IDE.

a) Les modes de financement :

Comme toute entreprise, les entreprises d'IDE sont familières avec les modes de financements externes classiques des investissements comme les emprunts à long terme et les apports nouveaux en capital. Comme dans les résultats des enquêtes faites par l'INSTAT, les entreprises d'IDE adoptent en général un autre mode de financement, notamment l'apport en compte courant. Depuis 2002, l'importance relative des flux d'apport en compte courant a tourné autour d'un peu moins de 25% du volume des capitaux sociaux des entreprises d'IDE.

Le tableau ci-après expose l'évolution récente du ratio « *apport en compte courant des non résidents / capital social* », ainsi que celle du ratio « *emprunt reçu / capital social* ».

Tableau 1: Ratio Apport courant non-résidents / Capital et Emprunts reçus / capital social (en %)

Branche d'activité/Année	2004		2005		2006 ^(*)	
	A. C. C.	Emp.	A. C. C.	Emp.	A. C. C.	Emp.
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0,0	0,0	1002,6	65,2	1920,2	0,0
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,0	0,0	2,6	2741,0	0,0	0,0
Activités extractives	1 472,5	0,0	250,3	112,5	322,8	17,0
Activité de fabrication	15,0	0,0	4,7	24,4	9,2	2,9
Production et distribution d'électricité de gaz	29,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction et BTP	0,0	240,5	0,5	0,2	0,5	0,0
Commerces	77,7	46,0	1,2	2,4	0,3	32,2
Hôtels et restaurants	0,0	0,0	0,4	325,4	0,0	0,0
Transports, Auxiliaires de transports et communication	10,2	321,5	3,6	9,2	0,8	9,7
Activités financières	0,0	8,5	0,0	15,8	0,0	10,5
Immobilier et location et services aux entreprises	150,7	0,0	3,9	66,8	7,6	42,3
Autres Branches	3,5	0,0	0,3	0,4	0,3	0,2
Total	23,1	40,3	20,2	26,1	93,5	12,6

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2006

A.C.C. : Apport en compte courant des non résidents.
reçu, ^(*) Chiffres provisoires.

Emp. : Emprunt total

Pour l'année 2005, le volume des apports en compte courant n'a atteint que 20,3% du niveau des capitaux sociaux. Ce qui semble s'écarter, dans une moindre mesure, de la tendance observée depuis 2002 (cf. ANNEXE), avec un niveau à peu près de 25% pour le ratio « A.C.C./capital social ». Toutefois, le chiffre provisoire de 2006 montre un large regain d'intérêt des entreprises d'IDE sur les apports en compte courant. Le ratio « A.C.C./capital social » a atteint 93,5%. L'apport en compte courant reste ainsi une source de financement assez prisée par les entreprises d'IDE. Cette hausse de 2006 est surtout due à la branche « agriculture, chasse, élevage et sylviculture » qui dégage un montant élevé d'apport en compte courant par rapport au capital social depuis l'année 2005.

Par ailleurs, la tendance à la baisse du ratio « emprunts à long terme reçus / capital social » qui se ressent à partir de 2004 (40,3%), continue en 2005 (26,1%) et enfin a atteint son niveau le plus faible (12,6%) en 2006. Ce qui laisse penser à une tendance à l'abandon de

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

ce mode de financement. Les branches comme les « *construction et BTP* » et les « *transports, auxiliaires de transports et communication* » affichaient encore un ratio élevé en 2004, mais ce ratio a fortement chuté entre 2004 et 2006. C'est aussi le cas des branches « *pêche, pisciculture, aquaculture* » et « *hôtels et restaurants* » qui, certainement avec l'arrivée d'autres entreprises dans la branche, affichaient de façon conjoncturelle, un ratio d'emprunt élevé en 2005 mais qui s'annule en 2006.

b) Choix des modes de financement externe :

En comparant l'importance relative du volume des modes de financement, on observe trois tendances qui se dégagent, selon les chiffres contenus dans le tableau ci après. Premièrement, la part relativement faible des apports nouveaux en capital dans le financement total qui était de 5% en 2004, s'est largement accrue et s'est stabilisée à 19% en 2005 et en 2006. Deuxièmement, la part des apports en compte courant qui a tourné autour de 35% en 2004 et 2005, s'est aussi largement accrue pour atteindre le niveau de 71% en 2006. Et troisièmement, la part relative des emprunts à long terme dans le financement externe total des entreprises d'IDE ne cesse de chuter, passant de 60% en 2004 à 10% en 2006. Les entreprises d'IDE abandonnent peu à peu l'option offerte par les emprunts à long terme pour se tourner vers l'apport en compte courant et, dans une moindre mesure, vers les apports en nouveau capital dans le financement de leurs investissements. En 2006, seules les branches « *commerce* », « *transports, auxiliaires de transport et communication* » et « *immobilier, location et services aux entreprises* » ont adopté massivement le mode de financement par emprunts à long terme.

Tableau 2 : Importance relative de chaque mode de financement par branche (en %).

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

Branche d'activité	2004				2005				2006 ^(*)			
	A. N.	A. C.	E. m. p.	Total	A. N.	A. C.	E. m. p.	Total	A. N.	A. C.	E. m. p.	Total
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0	0	0	0	0	94	6	100	0	100	0	100
Pêche, sylviculture aquaculture	0	0	0	0	0	0	100	100	0	0	0	0
Activités extractives	0	0	0	100	1	55	25	100	19	77	4	100
Activités de fabrication	11	89	0	100	6	10	54	100	7	71	22	100
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	41	59	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et BTP	0	0	100	100	0	70	30	100	71	28	1	100
Commerce	0	63	37	100	7	8	16	100	4	1	95	100
Hôtels et restaurants	0	0	0	0	0	0	100	100	0	0	0	100
Transports, auxiliaires de transport et communication	2	3	95	100	0	28	72	100	7	7	86	100
Activités financières	37	0	63	100	0	0	100	100	55	0	45	100
Immobilier, location et services aux entreprises	16	84	0	100	0	6	94	100	3	15	83	100
Autres branches	1	99	0	100	0	42	58	100	59	24	17	100
Total	5	34	60	100	9	35	46	100	19	71	10	100

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2006

A.N. : Apports Nouveaux. A.C.C. : Apports en Compte Courant des non résidents.
Emp. : Emprunts reçus. ^(*) Chiffres provisoires.

C- ORIGINE DES FINANCEMENTS :

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

Dans cette section, l'accent sera mis sur l'origine des fonds reçus par les entreprises d'IDE, en faisant la comparaison entre l'importance relative des fonds d'origine étrangère et locaux pour chaque type de financement.

1. APPORTS NOUVEAUX EN CAPITAL :

Les tableaux ci-après donnent un aperçu de la répartition des fonds étrangers et locaux dans les apports nouveaux en capital par branche et par an.

Tableau 3 : Pourcentage des fonds étrangers (non résidents) et fonds locaux (résidents) des nouveaux apports en capital (en %)

Branche d'activité	2004			2005			2006 ^(*)		
	NR	R	Tot	NR	R	Tot	NR	R	Total
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pêche, sylviculture aquaculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités extractives	0	100	100	0	100	100	81	19	100
Activités de fabrication	7	93	100	0	100	100	26	74	100
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	100	0	100	0	0	0	0	0	0
Construction et BTP	0	0	0	0	0	0	100	0	100
Commerces	0	100	100	5	95	100	92	8	100
Hôtels et restaurants	0	0	0	0	100	100	100	0	100
Transports, auxiliaires de transport et communication	100	0	100	0	100	100	80	20	100
Activités financières	53	47	100	100	0	100	100	0	100
Immobilier, location et services aux entreprises	91	9	100	0	100	100	100	0	100
Autres branches	100	0	100	0	100	100	100	0	100
Total	73	27	100	14	86	100	83	17	100

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2006

NR. : Non Résidents. R. : Résidents. ^(*)Chiffres provisoires.

Si en 2005, les nouveaux apports en capital sont massivement d'origine locale avec une part de 86%, ceux-ci sont plutôt d'origine étrangère pour l'année 2006, avec un taux de 83%. Dans l'ensemble, il est assez difficile de dessiner une tendance quant à l'origine des apports nouveaux en capital pour les entreprises d'IDE. Toutefois, au niveau des branches, on constate certaines caractéristiques qui restent assez valables au cours du temps. Pour la branche « *activités de fabrication* », en matière d'apports nouveaux en capital, les fonds sont plutôt d'origine locale. Par contre, ils sont plutôt d'origine étrangère pour la branche « *activités financières* ».

2. EMPRUNTS REÇUS :

Les tableaux ci-après indiquent la répartition des fonds en provenance de l'étranger et locaux pour les emprunts reçus par branche et par an.

La tendance vers le partage à part presque égale entre marché local et marché étranger quant à l'origine des emprunts à long terme qui est observée depuis l'année 2004, semble se détourner en faveur du marché étranger en 2006. La part des emprunts d'origine étrangère a atteint 63% en 2006 contre 53% en 2005, soit une augmentation de 10 points. Deux branches ont tendance à effectuer leurs emprunts à long terme sur le marché local, à savoir « *commerce* » et « *immobilier, location et services aux entreprises* ». Les entreprises travaillant dans les branches « *activités financières* » et « *construction et BTP* » et, dans une moindre mesure, la branche « *transports, auxiliaires de transport et communication* » ont plutôt tendance à se tourner vers le marché extérieur pour leurs emprunts à long terme.

Tableau 4: Pourcentage des fonds étrangers (non résidents) et fonds locaux (résidents) des emprunts reçus (en %)

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

<i>Branche d'activité</i>	2004			2005			2006 ^(*)		
	NR	R	TOT	NR	R	TOT	NR	R	TOT
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pêche, sylviculture aquaculture	0	0	0	100	0	100	0	0	0
Activités extractives	0	0	0	0	0	0	100	0	100
Activités de fabrication	0	0	0	65	35	100	21	79	100
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et BTP	100	0	100	0	0	0	100	0	100
Commerces	0	100	100	2	98	100	0	100	100
Hôtels et restaurants	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports, auxiliaires de transport et communication	0	100	100	100	0	100	95	5	100
Activités financières	100	0	100	100	0	100	100	0	100
Immobilier, location et services aux entreprises	0	0	0	39	61	100	5	95	100
Autres branches	0	100	100	0	0	0	100	0	100
Total	49	51	100	53	47	100	63	37	100

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2006

NR. : Non Résidents. R. : Résidents. ^(*)Chiffres provisoires.

3. FINANCEMENTS A COURT TERME REÇUS :

D'après le tableau ci-dessous, à partir de l'année 2005, les financements à court terme des entreprises d'IDE ont été massivement d'origine étrangère. Pour l'année 2005, les fonds locaux n'ont représenté que 2% des financements à court terme reçus par les entreprises d'IDE. Cette tendance a été confirmée en 2006 au cours de laquelle les chiffres montrent que les financements à court terme des entreprises d'IDE sont à 100% d'origine étrangère. Il est toutefois utile de mentionner que les chiffres de 2006 sont encore provisoires. Au niveau des branches, si en 2005, en matière financement à court terme, certaines branches comme celles des « *activités de fabrication* » et de l'« *immobilier, location et services aux entreprises* » ont opté pour les fonds, aucune de ces branches n'a intéressé les fonds d'origine locale en 2006.

Tableau 5 : Pourcentage des fonds étrangers (non résidents) et fonds locaux (résidents) des financements à court terme reçu (en%)

Branche d'activité	2004			2005			2006 ^(*)		
	NR	R	Tot	NR	R	Tot	NR	R	Tot
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pêche, sylviculture aquaculture	0	100	100	100	0	100	0	0	0
Activités extractives	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités de fabrication	12	88	100	69	31	100	100	0	100
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	100	100	0	0	0	0	0	0
Construction et BTP	0	100	100	0	0	0	0	0	0
Commerces	1	99	100	100	0	100	0	0	0
Hôtels et restaurants	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports, auxiliaires de transport et communication	0	100	100	100	0	100	0	0	0
Activités financières	33	67	100	100	0	100	0	0	0
Immobilier, location et services aux entreprises	0	0	0	0	100	100	100	0	100
Autres branches	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	31	69	100	98	2	100	100	0	100

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2006

NR. : Non Résidents. R. : Résidents. ^(*)Chiffres provisoires.

CHAPITRE II : IMPORTANCES DES IDE (CAS DE MADAGASCAR EN PARTICULIER) :

SECTION I : EVOLUTION RECENTE DES FLUX D'IDE

L'analyse de l'évolution récente des investissements étrangers se portera sur les stocks et les flux. Mais pour cette édition, nous s'intéresserons particulièrement sur les flux d'IDE en prenant comme références les cinq dernières années successives.

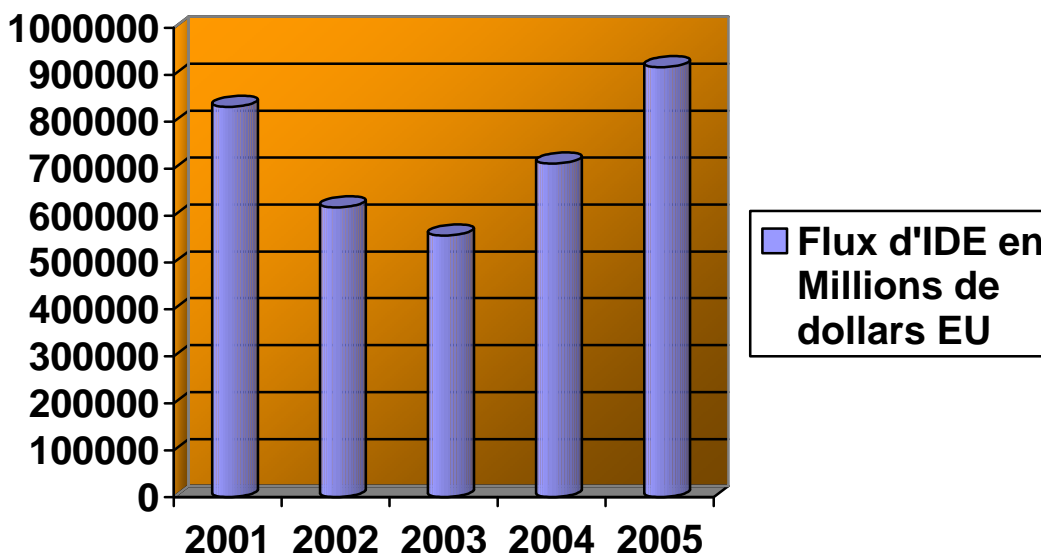
Pour cela, nous analyserons cette évolution les cas suivants :

- Au niveau mondial ;
- Entre les pays de l'OCDE ;
- Entre les PED de l'Afrique subsaharienne, et en particulier ;
- Pour le cas de Madagascar.

A-EVOLUTION AU NIVEAU MONDIAL :

On peut observer cette évolution à partir du graphique ci-après :

Figure 3: Evolution récente des flux d'IDE au niveau mondial



Source : *Données de site web (www.ocde.org)*

D'après ce graphique, les flux d'investissements étrangers ont continué à diminuer entre les années 2001 et 2003, soit une réduction de 33% par rapport aux flux de 2001.

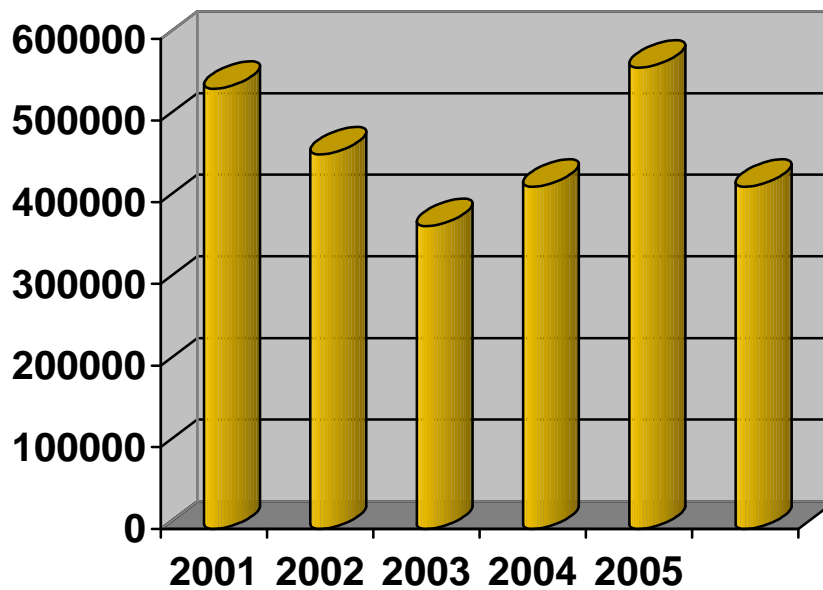
Par contre, on a observé une telle augmentation sur ces flux d'investissements à partir des années 2004. Ces derniers ont représenté d'une valeur de 710 754,69 Millions de dollars américain aux prix courants en 2004, soit un accroissement de 27% par rapport aux flux de 2003. Et en 2005, cette augmentation s'est accentuée de l'ordre de 64% atteignant 916 276,63 millions de dollars. C'est-à-dire que les investissements étrangers ont attentivement attiré par le pays domestique (cas de pays PED de l'Afrique subsaharienne en particulier) à partir de l'année 2004.

En outre, cette diminution des flux d'IDE peut s'interpréter aussi à cause de l'apparition de la monnaie unique européenne l'EURO qui a amené à déprécier les taux de change de dollars par rapport à cet EURO.

B-EVOLUTION ENTRE LES PAYS DE L'OCDE :

Les résultats pour les cinq dernières années, c'est-à-dire de 2001 à 2005, pour cette évolution des flux d' IDE se présente comme suit :

Figure 4: Evolution récente des flux d'IDE entre les pays de l'OCDE



Source : *Données de site web (www.ocde.org)*

Pour les pays de l'OCDE, on a aussi une récession des flux d'investissements étrangers entre les années 2001 et 2003, soit une réduction de 30% par rapport aux flux de 2001.

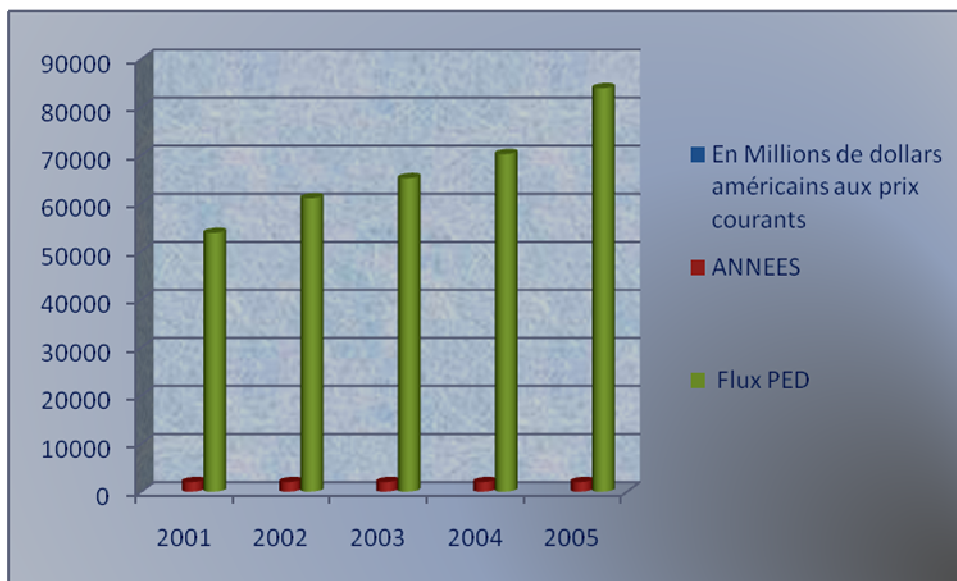
Par ailleurs, il y a un tel accroissement de ces flux à partir de l'année 2004 ; et ceux-ci ont donné d'une valeur de 418 815, 51 Millions de dollars en 2004, soit une augmentation de 13% par rapport aux flux de l'année précédente. Et en 2005, cet accroissement a accentué à 52% atteignant 564 747, 76 Millions de dollars.

C- EVOLUTION ENTRE LES PED:

L'évolution des flux entre ces PED pour l'ensemble des PED se présente ainsi :

Figure 5: Evolution récente des flux d'IDE entre les PED

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier



Source : *Données de site web (www.ocde.org)*

Pour le cas du PED, d'après le graphique ci-dessus, on a vu qu'il y a une certaine augmentation des flux d'investissement étrangers de 13% entre les années 2001 et 2003.

Ainsi, à partir de 2004, ces flux d'IDE dans ces PED ne cessent d'augmenter afin d'atteindre d'une valeur de 83 976.69 Millions de dollars en 2005.

En bref, les flux d'entrée d'investissements directs sont venus presque de l'ensemble du pays de l'OCDE en analysant ces différents résultats, et ne cessent d'augmenter jusqu'en 2005. Pendant ces cinq dernières années, les pays de l'OCDE ont augmenté le montant d'investissement à destination des PED, surtout à partir de 2004, même si ce montant a diminué au niveau mondial.

D- EVOLUTION RECENTE DES FLUX D'IDE A MADAGASCAR :

Si le stock d'IDE contribue à calculer la position extérieure de Madagascar, le flux constitue une composante importante du compte des opérations financières de la Balance des Paiements. En effet, la connaissance du flux d'IDE permet de savoir le mouvement de

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

capitaux observé au cours d'une période donnée (année ou semestre donné). Le tableau suivant donne la situation du flux d'IDE à Madagascar de 2002 à 2006.

En 2005, les flux d'IDE ont représenté 2% du PIB aux prix courants. En 2006, cette part a cru jusqu'à près de 4% du PIB aux prix courants.

Tableau 6: Evolution des flux d'IDE pour Madagascar
(en Milliards d'ariary)

Rubrique	2002	2003	2004	2005	2006
Capital social	29,4	16,4	34,4	47,6	64,4
Bénéfice réinvesti	19,4	-7,4	25,3	58,8	119,3
Autre transaction	34,7	109,2	118	65,9	309,5
<i>Emprunts à plus de 1 an</i>	0,1	77,4	30,0	46,0	16,3
<i>Emprunts à moins de 1 an</i>	0,0	0,0	54,4	5,1	0,6
<i>Apports en compte courant</i>	34,6	31,8	33,8	14,8	292,6
<i>Prêts accordés aux actionnaires non résident</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Flux d'IDE	83,5	118,2	177,7	172,3	493,2

Source: Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2006

D'après le tableau ci-dessus, les entreprises résidentes ont attiré 95 millions de dollars US à Madagascar en 2004. Ce flux a diminué de l'ordre de 9 millions de dollars US en 2005 pour s'établir à 86 millions de dollars US. Cependant, une reprise de ces flux d'IDE est constatée en 2006, les stocks d'IDE ont cru de 143 millions de dollars US pour s'établir à 229 millions de dollars US⁴.

Comme dans les années précédentes, les flux d'IDE se concentrent dans les « *autres transactions* ». C'est dans cette rubrique que l'on distingue le plus de mouvements où, en 2005, elles ont représenté près de 38% des flux d'IDE. En 2006, leur part dans le flux total a été de 63%. Il s'agit essentiellement des « *apports en compte courant* » et des « *emprunts à plus d'un an* ».

Sur les années 2005 et 2006, les investisseurs n'ont plus fait des prêts aux actionnaires non résidents. Par ailleurs, leurs transactions se sont plus concentrées dans les « *emprunts* » en 2005 et dans les « *apports en compte courant* » en 2006. Les flux des emprunts ont cru de

⁴ Taux de change (Moyenne de l'année), en 2005, 1 USD= 2 003 Ariary ; 1 semestre 2006 1USD=2 172,4 et 2 semestre 2006 ; 1 USD= 2 129,7 Ariary

53% entre 2004 et 2005 pour s'établir à 46,0 milliards d'Ariary. Tandis qu'en 2006, les entreprises d'investissements directs étrangers ont opté pour l'« *apport en compte courant* » pour se financer, au détriment des « *emprunts* » (292,6 milliards d'Ariary d'apport en compte courant contre 16,3 milliards d'Ariary d'emprunts à plus d'un an).

SECTION II : L'OMC ET LES INVESTISSEURS DE L'OCDE FACE AUX IDE DANS LES PED

A- LES ARGUMENTS EN FAVEUR DES IDE :

1. THEORIE DE DOUBLE DEFICIT : DUAL GAP MODEL OU THEORIE DU DOUBLE ECART

C'est une théorie qui explique un argument en faveur de ces IDE par les deux déficits ou double contrainte à la croissance économique. En effet, cette double contrainte peut se traduire par :

- L'insuffisance de l'épargne ou la non existence des capitaux nécessaires aux investissements : c'est-à-dire qu'on a besoin des capitaux étrangers qui sont des emprunts privés ou publiques, aides, IDE comme dans notre cas ou autres. Ainsi, l'IDE constitue un apport additionnel du capital qui va s'ajouter au stock du capital du pays d'accueil tant que ses ressources en devises.
- Les IDE sont moins coûteux parmi les différentes formes de capitaux étrangers ; par exemple, l'emprunt du service de dette à Madagascar a pour valeur de 800 millions de dollars américains par an.

2. EFFETS DIRECTS, TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET OUVERTURE DE NOUVEAU MARCHÉ :

D'une part, il y a aussi des effets directs sur l'emploi, la formation du capital, les valeurs ajoutées, les exportations et la balance des paiements, et la croissance économique. En bref, il existe donc des effets directs sur toute l'économie du pays d'accueil. Par exemple, il y a une amélioration de la balance des paiements si les exportations, causées par les IDE, augmentent lors des échanges commerciaux.

D'autre part, ces IDE emportent aussi un transfert de technologie pour les pays d'accueil. C'est-à-dire que grâce à ces IDE, on entend un transfert de technologie venant des pays donateurs et une ouverture d'autre marché vue de l'existence de ces firmes multinationales investisseurs et à l'apport de nouveaux produits de bonnes qualités et quantités-prix.

3. EFFETS DE DEMONSTRATION, D'INCITATION ET DE DIFFUSION- EFFETS DE LA CROISSANCE :

D'abord, sur les premiers effets, il y a alors des effets sur la profitabilité de l'activité économique faite par les firmes pour les pays qui vont toucher ces IDE.

Ainsi, concernant les effets de la croissance, la présence des firmes étrangères accroît le niveau de la concurrence dans le pays, agissant sur le niveau de capacités technologiques locales et donc sur la productivité.

Pour cela, on peut les résumer par le schéma ci-après :

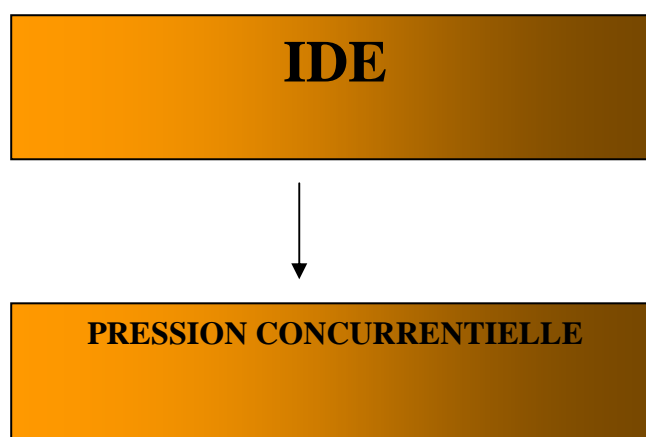
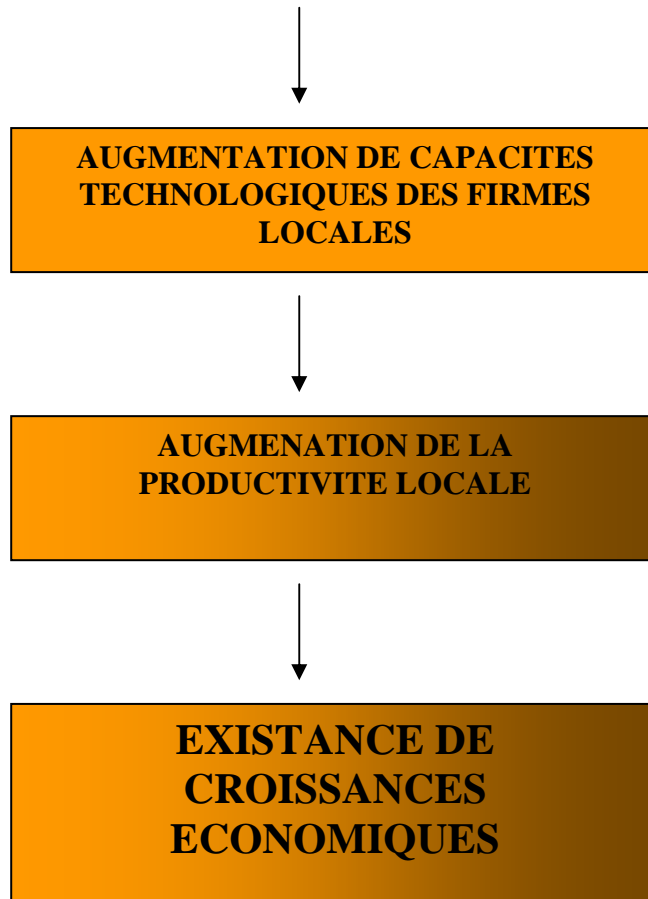


Figure 6: Effet de la croissance économique venant des IDE



Source : Documents recueillis en 3^{ème} Année en Economie

4. LES EFFETS D'ENTRAÎNEMENT :

Ces effets d'entraînement se trouvent en amont et aval grâce aux opportunités des intérêts offerts par les IDE. En effet, les IDE peuvent entraîner d'une part des inputs⁵ comme la création de l'emploi vue de la création des entreprises, augmentation de la compétence et du savoir-faire, et des augmentations des importations.... D'autre part, ceux-ci peuvent

⁵ Crowding in effect

entraîner aussi des outputs⁶ comme la création d'un nouveau marché extérieur, augmentation des exportations...

En outre, les conséquences des IDE s'avèrent globalement positives tant pour le pays d'accueil que pour le pays d'origine. Par ailleurs, pour le pays d'accueil, les IDE ont un effet économique positif, à condition toutefois qu'ils soient accompagnés d'une démarche proactive de développement. Les études empiriques montrent d'une part que les fusions-acquisitions ont un effet d'entraînement sur les investissements "greenfield" (qui correspondent à des implantations *ex : nihilo*), ce qui tend à prouver que les programmes de privatisations ont un effet d'entraînement sur les IDE, et d'autre part que les IDE en général ont un effet d'entraînement sur l'investissement national⁴.

Pour autant, d'autres études montrent que cette complémentarité ne joue que si la qualité et la densité du tissu industriel et des ressources humaines locaux sont suffisantes pour permettre des transferts de technologie et de savoir-faire efficaces.

Les politiques de coopération mises en place dans le cadre de la coopération bilatérale et dans le cadre du partenariat Euromed⁷ doivent donc veiller à accompagner et renforcer les actions de mise à niveau du tissu industriel local et l'effort de formation initiale et professionnelle de la main-d'oeuvre.

Pour le pays d'origine, les effets des IDE sont loin de se limiter au thème des délocalisations. Celles-ci ne représentent en effet qu'une part minime des IDE (d'après la Direction des Relations Economiques Extérieures du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, les délocalisations ne correspondent qu'à 5% des IDE français vers les marchés proches en Méditerranée ou en Europe de l'Est). Au demeurant, dans le cas des délocalisations, les effets sont ambigus, puisque les pertes d'activités et d'emplois induites dans un premier temps peuvent se traduire par des gains ultérieurs du fait des gains de productivité (sans oublier une baisse de prix attendue pour le consommateur).

Un autre problème concerne l'éventuelle substitution des IDE aux exportations. En fait, les études empiriques tendent plutôt à trouver une complémentarité entre IDE et exportations ; les IDE auraient un réel effet d'entraînement sur le commerce extérieur dans son

⁶ Crowding out effect

⁷ Partenariat entre l'Europe – les Méditerranéennes

ensemble, et plus particulièrement sur les exportations, améliorant ainsi le solde de la balance commerciale

En bref, beaucoup des chercheurs y compris les chercheurs du FMI et de Banque Mondiale reconnaissent qu'il attend beaucoup des IDE de leurs effets directs (et surtout le transfert de technologie) plutôt que de leurs effets indirects. Etant donné le degré d'imperfection sur le marché (en particulier sur le marché de technologie) une intervention de la part de l'Etat est nécessaire en vue de maximiser les effets indirects des IDE.

B – LES OPPORTUNITES DE COUVERTURE PAR L'OMC DES IDE POUR LES PED :

1. L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PAYS DU NORD AVEC L'INTERVENTION DE L'OMC SUR LES IDE DANS LES PED :

Les modifications structurelles ne peuvent se faire que sous conditions de recettes plus importantes pour permettre de tels investissements ; c'est pourquoi dans cette deuxième partie, nous allons montrer comment les pays du Nord peuvent aider les PED afin d'augmenter le bien-être collectif.

La première idée qui nous viendra à l'esprit sera sûrement la dette qu'ont contracté beaucoup de ces pays. Ces dettes importantes ne pourront jamais être remboursées par ces pays puisqu'ils disposent de faibles recettes vu qu'ils sont très peu développés et ne peuvent pas se développer davantage sans plus d'argent, le temps s'écoulant, la charge de la dette devient de plus en plus insoutenable et le cercle vicieux s'enclenche. C'est pourquoi l'annulation de la dette des PED, qui souffrent de la mondialisation actuellement et dont l'issue semble lointaine, est une nécessité vitale. Les recettes des taxes payées au titre du système pollueur – payeur peuvent participer au financement du développement de ces pays.

Il faut également renforcer le rôle de l'OMC en lui permettant d'établir des règles de conduite à l'attention des FMN, afin d'éviter de retomber dans un système de relations internationales basé uniquement sur des rapports de force et qui favorise l'unilatéralisme des plus faibles.

Ensuite, les IDE des pays du Nord envers les PED et surtout les PMA semblent être un atout majeur de développement dans ces pays. Dans certains PED, on a remarqué que cette

dernière décennie a su évoluer en ce sens, puisqu'en 1990, on chiffrait les IDE des pays développés vers les PED à 25 milliards de dollars contre 160 milliards de dollars en 1998, soit 6.4 fois plus importante en 1998 qu'en 1990. Ce chiffre très encourageant laisse cependant encore très en marge les PMA. Il faut aider les PED à améliorer leur accès aux marchés mondiaux en créant un climat sûr d'investissements et en s'attaquant à la tendance des pays du Nord à pratiquer une politique protectionniste à l'égard des PED, qui freine les échanges commerciaux avec ceux-ci et affecte leur développement. De plus, il faut limiter les mesures abusives de lutte contre le dumping, et les normes techniques gênant leurs exportations.

Nous nous attarderons sur un autre problème dans cette partie qui est le problème d'éthique. En effet, est-ce que le principal problème n'est pas que les pays du Nord préfèrent ignorer leur rôle à jouer dans le développement des PED ? Egalité, justice, liberté, solidarité sont des valeurs auxquelles tout le monde veut croire et qui sont inscrites dans un grand nombre de constitutions et de textes officiels mais leur application malheureusement reste encore peu visible. Et c'est de là que résident beaucoup des problèmes, les grandes organisations, telles que l'OMC sont vues par certains comme des organisations qui ne favorisent que les grandes puissances, que les intérêts nationaux, même si l'OMC a su montrer dans les règlements des différends qu'elle savait faire preuve de justesse.

2. LIBERALISATION DU COMMERCE ENTRE LES PED ET LES PD FACE AUX IDE :

Libéraliser le commerce est une étape importante, surtout pour les pays qui ont vécu une période plus totalitaire comme le placement des capitaux ou l'investissement local du pays d'accueil. Cependant, ce n'est pas la solution à tous les problèmes et l'accroissement des inégalités qui en découle est un risque pour les paix mondiale. La libéralisation des échanges devrait prendre en compte les capacités actuelles de chaque pays compare aux autres membres et leur laisser le droit de développer des politiques commerciales avantageuses pour un développement plus égalitaire de leur économie. Les faibles coûts de la main d'œuvre ne devrait jamais être pris pour des avantages comparatifs à long terme; quand certain produits agricoles sont l'outil qui permettrait à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, c'est illégal d'interdire sous la pression les pays concernées de protéger ces produits, par exemple (sachant que des pays n'ayant aucun avantage

comparatif en terme de coût main d'œuvre se permettent donc de développer des politiques très protectrices).

En bref, on demande aux représentants de chaque pays PED à L'OMC et dans les différents groupes de travail sur les accords commerciaux de prendre en considération l'avis des citoyens sur le sujet de des accords commerciaux de capitaux ou autres et l'illégalité actuelle des négociations à l'OMC pour la majeure partie des citoyens du monde.

3. L'ASSISTANCE TECHNIQUE AIDE A RENFORCER LES CAPACITES COMMERCIALES DES PED ENVERS LES IDE :

D'abord, on sait que les échanges commerciaux sont liés indirectement aux flux des IDE entre les deux parties, alors c'est pourquoi il faut s'intéresser dans cette partie sur cette assistance technique pour renforcer les capacités commerciales des PED.

En effet, l'intégration d'un pays dans le système du commerce international peut constituer pour lui un puissant facteur de développement. Cependant, les Pays en Développement (PED) ont besoin de renforcer leurs capacités commerciales afin de tirer pleinement parti de la libéralisation des échanges. C'est pourquoi l'assistance technique liée au commerce dont ils bénéficient tend à s'accroître au fil des années, tant dans un cadre multilatéral que bilatéral ; cette problématique prend aujourd'hui de plus en plus d'importance dans le contexte des négociations en cours au sein de l'OMC. L'assistance technique prodiguée dans le cadre ou en liaison directe avec l'OMC forme une galaxie de programmes, de fonds spéciaux, d'actions multilatérales ou plurilatérales. Son efficacité est régulièrement mise en cause mais de façon indirecte (demande d'évaluation stratégique du fonds d'affectation spéciale de Doha, rapports de certains états donateurs sur tel ou tel programme, etc). Aux multiples actions d'assistance technique liées à l'OMC se superposent l'ensemble des programmes bilatéraux qui sont a priori répertoriés dans la base de données OMC/OCDE – cette dernière ayant été créée pour avoir une vision claire de ce qui se fait et donc pour renforcer l'efficacité et les synergies entre programmes d'assistance technique. En ce qui concerne la France, un programme de renforcement des capacités commerciales des PED a été spécialement mis en œuvre. Il est cofinancé par la Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique (15 millions EUR) et l'Agence Française de Développement qui le gère et le met en œuvre. Enfin, la CNUCED joue un rôle non négligeable dans la fourniture

d'assistance technique liée au commerce. Ses dépenses totales de coopération technique représentent un montant annuel de l'ordre de 25 à 30 millions USD et son assistance porte notamment sur des questions commerciales (facilitation du commerce, formation des négociateurs, etc.). L'organisation mondiale des douanes (OMD) est également active.

Tout indique que l'assistance technique relative au commerce et donc celle prodiguée dans l'orbite de l'OMC garde, malgré ses défauts et les critiques voilées, une pertinence politique de premier plan. Les paragraphes qui lui sont consacrés dans la déclaration de Hong Kong sont le reflet de cette réalité, tout comme l'augmentation enregistrée entre 2001 et 2004 pour les contributions aux fonds d'affectations multilatéraux qui sont passées de 26 à 45 MUSD. En outre, une initiative britannique a permis la naissance du concept d'aide au commerce (« aid for trade ») reconnu dans la déclaration ministérielle de Hong Kong et qui devrait bénéficier des engagements pris par les membres de l'OCDE d'accroître leur aide d'ici à 2010 (l'aide au commerce est actuellement chiffrée par l'OCDE à plus de 3 milliards USD par an, hors financements d'infrastructures).

L'importance économique prise au niveau mondial par les échanges commerciaux, et l'idée que ces échanges jouent un rôle essentiel dans le développement des pays pauvres jettent les bases pour une réorientation progressive des actions d'aide et de coopération vers la promotion de l'activité commerciale dans les PED.

C – LES IDE DE LA ZONE OCDE A DESTINATION DES PED :

Pour cette partie, nous allons se référer sur la « Conférence sur l'investissement direct étranger et l'environnement » qui se base sur les flux d'IDE venant de l'OCDE à destination des PED.

D'abord, ces dix dernières années, les multinationales ont mis en oeuvre à un rythme sans précédent des initiatives volontaires, et concernant souvent la collectivité. Ainsi, d'après des études de l'OCDE, sur les cent premières entreprises de ce type, plus de 95 ont mis en place des initiatives destinées à améliorer leurs performances dans le domaine de l'environnement, de la santé et de la sécurité. Les 35 pays (Membres et non membres de l'OCDE) qui adhèrent aux Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales souhaitent coopérer avec les pays en développement pour faire avancer l'idée que l'IDE et la responsabilité des entreprises favorisent l'essor économique et la préservation de l'environnement. Les Principes directeurs ne sont pas conçus comme une réglementation contraignante, mais plutôt comme une démarche visant à stimuler la coopération et l'acquisition d'une expérience, dans l'optique d'optimiser les avantages qui découlent de l'investissement international.

Ensuite, en 2000, les IDE mondiaux ont atteint un niveau sans précédent (1 300 milliards d'USD). Cependant, en 2001, d'après des projections réalisées par la CNUCED avant les attentats du 11 septembre, les flux d'IDE ont diminué de 40 pour cent, pour s'établir à 760 milliards d'USD. Il s'agit de la première baisse enregistrée en dix ans, et de la plus importante, en termes relatifs, de ces trente dernières années.

Dans la mesure où les flux nouveaux diminuent alors que les stocks dans les pays se sont accumulés rapidement, il est d'autant plus important de multiplier les efforts pour attirer de nouveaux IDE et accroître les avantages que procurent les entreprises affiliées existantes.

Les flux d'IDE ne se répartissent pas uniformément entre régions. En 2000, plus des trois quarts (1 000 milliards d'USD) des flux entrants mondiaux ont abouti dans les pays développés. Bien que les flux à destination des pays en développement aient augmenté de 8 pour cent (atteignant 240 milliards d'USD),

Par contre, il ressort de la répartition sectorielle des flux sortants en provenance d'entreprises implantées dans l'OCDE que les activités industrielles et de services arrivent largement en tête (plus de 80 pour cent du total). Le secteur primaire s'arrose 15 pour cent de l'ensemble de l'IDE. Les activités extractives ont attiré un peu moins de 6 milliards d'USD en 1998, soit à peu près 1 pour cent de la totalité des flux sortants en provenance de l'OCDE. Dans la mesure où une grande partie est en fait destinée aux pays en développement, cela

représente approximativement 5 pour cent des flux sortants de l'OCDE à destination des pays non membres.

Enfin, comme on avait expliqué ci-dessus, la plupart des flux sortants des pays de l'OCDE se situent entre les PD ; mais par contre, et surtout à partir de ces cinq dernières années, les flux ont augmenté grâce aux efforts émis par les pays d'accueil et aussi aux systèmes des échanges internationaux.

D – ORIGINES DES CAPITAUX ET BRANCHES D'INTERVENTION DES INVESTISSEURS ETRANGERS DANS LES PED : CAS DE MADAGASCAR EN PARTICULIER :

Pour l'analyse de cette partie, nous prenons particulièrement le cas de Madagascar en expliquant successivement sur les origines de ces capitaux étrangers y compris les pays membres de l'OCDE et leurs branches d'intervention.

1. ORIGINE DES CAPITAUX D'IDE :

La répartition des stocks d'IDE par pays d'origine est récapitulée dans le Tableau ci-dessous. A cet effet, le Canada est devenu le premier pays investisseur direct à Madagascar en 2006. Si en 2005, sa part ne représentait que 8,0% des stocks d'IDE, en 2006, cette part a atteint 38% des stocks d'IDE. Quant à la France, elle a occupé la première place en 2005 avec une part de 34% des stocks d'IDE. Mais en 2006, la France est arrivée en seconde position avec une part de 24,0%, enregistrant ainsi une baisse de près de 10% de sa part. Le troisième pays détenant le plus de stock d'IDE est l'île Maurice, où ses parts ont représenté 8,5% et 10,7% du stock total, respectivement en 2005 et en 2006.

Tableau 7: Répartition par pays du stock d'IDE (en milliards d'ariary)

Pays	2002	2003	2004	2 005	2 006
-------------	-------------	-------------	-------------	--------------	--------------

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

Canada	0,0	9,8	9,7	45,4	383,9
France	110,6	141,0	197,5	182,1	239,9
Maurice	46,2	64	133,4	86,4	105,6
Luxembourg	20,8	24,6	16,7	81,7	83,9
Réunion	8,0	5,6	10,8	13,9	37,7
Hong Kong	0,6	-2,2	30,9	28,8	28,8
Etats-Unis	1,6	1,6	3,0	20,3	24,6
Chine	1,2	1,6	19,9	2,9	0,9
Afrique du sud	1,2	0,4	2,2	5,9	8,5
Autres pays	22,8	30,6	55,7	73,2	100,3
Total	213,0	277,0	479,8	540,6	1 014,0

Source: Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2006

L'analyse de la variation annuelle indique les situations suivantes sur la période : tout d'abord pour le Canada, une apparition des stocks d'IDE entre 2002 et 2003, une certaine stagnation durant deux années et une augmentation à partir de 2005. Leurs stocks ont cru de l'ordre de plus de 700% entre 2005 et 2006 pour atteindre 383,9 milliards d'ariary. Ensuite, pour la France, les stocks ont connu une croissance sauf en 2005 où une baisse de 8% a été enregistrée. Cependant, ces stocks ont augmenté de l'ordre de 32% entre 2005 et 2006, ce qui correspond à un montant de 239,9 milliards d'ariary à fin 2006. Pour l'Ile Maurice, les stocks d'IDE ont toujours augmenté de 2002 à 2004. En 2005, ils ont régressé de l'ordre de 40% avant de connaître une croissance de l'ordre de 30,0% pour atteindre 105,6 milliards d'ariary en 2006. Citons également l'accroissement des stocks d'IDE des Etats-Unis d'Amérique entre 2004 et 2005 : passant de 3 milliards d'ariary à 20,3 milliards d'ariary. Au cours de l'année suivante, leurs stocks sont restés à peu près au même niveau malgré une faible croissance. Enfin, pour le cas de la Chine, malgré l'afflux des investissements y provenant entre 2003 et 2004 avec une hausse de plus de 1000%, en 2005 et 2006 ceux-ci ont diminué. Cette situation pourrait être expliquée par le fait que les investisseurs chinois se sont installés à Madagascar et y sont devenus des résidents.

2. LES BRANCHES D'INTERVENTION DES INVESTISSEURS DIRECTS :

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

Dans cette section, l'étude se penchera plus sur les deux années d'enquête à savoir 2005 et 2006. En effet, depuis 2005, une ventilation plus détaillée des branches d'activité a été adoptée dans un souci de répondre à une analyse plus approfondie.

Tableau 8 : Répartition du stock d'IDE par branche (en milliards d'ariary)

Branche	2005	2006
Activité extractive	47,1	387,8
Activités financières	95,8	159,2
Activité de fabrication	111,3	120,0
Télécommunication	57,8	72,7
Distribution de produits pétroliers	41,0	69,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	51,0	51,1
Construction et BTP	40,2	42,9
Commerce et réparation de véhicules	35,6	41,0
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	29,9
Transport et auxiliaires de transport	9,4	13,5
Production et distribution d'électricité; d'eau et de gaz	10,8	11,1
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8
Autres branches	4,9	7,0
Hôtel et restaurant	0,9	0,7
Total	540,6	1 014,0

Source: Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2005

Le stock d'IDE à Madagascar a été concentré dans trois branches d'activités, à savoir : l'« *activité extractive* », l'« *activité financière* » et la « *fabrication* ». Celles-ci constituent 47,0% des stocks d'IDE en 2005 et plus de 65% en 2006.

Ainsi, l'« *activité extractive* » est devenue la branche détenant la plus grande part de capitaux étrangers en 2006. Les stocks dans cette branche ont cru de façon exponentielle entre 2005 et 2006 pour atteindre 387,8 milliards d'Ariary à fin 2006.

La branche « *activité financière* » occupe la seconde position au niveau des stocks d'IDE. Celle-ci représente en moyenne 17,0% du stock d'IDE en 2005 et 2006. Entre 2004 et 2005, les stocks ont augmenté de 11,0%, passant de 86,7 milliards d'Ariary à 95,8 milliards d'Ariary. Cette croissance a été plus prononcée en 2006 avec une hausse de près de 70%, ce qui correspond à un stock de 159,2 milliards d'Ariary à fin 2006.

La troisième branche est « *l'activité de fabrication* » qui détient en moyenne près de 16% du stock total d'IDE sur les deux années et dont le niveau s'est établi à 111,3 milliards d'Ariary à fin 2005 et à 120,0 milliards d'Ariary à fin 2006.

Il est à remarquer le poids important détenu par les branches « *télécommunication* » et « *distribution pétrolière* » dans ces capitaux étrangers. Sur les deux années, chaque branche détient une part moyenne de 7% des stocks d'IDE. Et entre 2005 et 2006, les stocks d'IDE de la branche « *télécommunication* » ont augmenté de 25%, passant de 57,8 milliards d'Ariary à 72,7 milliards d'Ariary. Cette croissance est plus accentuée au niveau de la « *distribution pétrolière* » où on enregistre une hausse de 70% (41 milliards d'Ariary à 69,4 milliards d'Ariary).

DEUXIEME PARTIE :

**« MODELISATION THEORIQUE
ET ECONOMETRIQUE DES
DETERMINANTS DES IDE »**

SECTION I : LE MODELE DE PROXIMITE-CONCENTRATION DE MARKUSEN ET DE NEARY

Le modèle de « proximité- concentration » de MARKUSEN et de NEARY

Le modèle de proximité- concentration est le modèle de base simplifié sur les déterminants des investissements directs étrangers (IDE). Il a été initié par MARKUSEN et introduit par Peter NEARY dans son article intitulé « Trade Costs and Foreign Direct Investment » paru en juillet 2005.

A-LES HYPOTHESES DU MODELE :

- ✓ On suppose qu'on a un monopole qui est présent sur deux marchés dans deux pays distincts.
- ✓ On suppose que les consommateurs sont immobiles internationalement. C'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas faire des arbitrages, acheter là où c'est moins cher.
- ✓ Le monopole identifie les fonctions de demande par pays : la demande domestique et la demande étrangère. Le monopole pratique la discrimination de troisième degré.
- ✓ Le monopole a un coût fixe G par unité de production construite.

B - LES STRATEGIES D'INTERNATIONALISATION D'UN MONOPOLE :

La firme a trois stratégies d'internationalisation :

➤ **Premier cas :**

Elle peut avoir une unité de production, et servir le marché étranger par le biais d'exportation. Donc elle va supporter les coûts liés au commerce d'un montant t par unité exportée. Avec t peut être un droit de douane spécifique.

➤ **Deuxième cas :**

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

Elle peut aussi avoir 2 unités de production, une dans son pays domestique et une dans le pays étranger pour servir ces 2 marchés domestiques et étranger respectivement. Par conséquent, il n'y a plus d'échanges. Et la firme supporte 2G pour les 2 unités de production.

➤ Troisième cas :

La délocalisation : la maison mère implante une seule unité de production à l'étranger, y va produire et vendre pour le marché domestique et étranger. Alors la maison mère va importer de bien final de sa filiale et va supporter t par unité importée.

Les fonctions de profit selon les 3 cas d'internationalisation :

Les fonctions de profit diffèrent selon les cas mentionnés ci-dessus :

Pour le premier cas, la fonction de profit est la suivante :

$$\pi^x = [a - (b/L)q]q + [a - (b/L^*)q^* - t]q^* - c(q + q^*) - f - G$$

Les fonctions de coût dans chaque pays sont respectivement

$$- c(q) = c \cdot q$$

Avec c : le coût unitaire de production (coût variable) dans le pays domestique. Et $c > 0$

$$- c^*(q^*) = c^* \cdot q^*$$

Avec c^* : le coût unitaire de production dans le pays étranger. Et $c^* > 0$ et peut être différent de c.

Du côté de la demande, on a aussi 2 fonctions de demande inverse :

$P = a - (b/L)q$: fonction de demande inverse domestique

Où a et b deux réels ;

L : est la taille du marché domestique ;

$P^* = a - (b/L^*)q^*$: fonction de demande inverse étrangère ;

L^* : est la taille du marché étranger ;

f : un coût fixe lié à la production du bien qui est un bien homogène.

$$\pi^x = [a - (b/L)q]q + [a - (b/L^*)q^* - t]q^* - c(q + q^*) - f - G$$

$$d\pi^x / dq = a - 2b/L - c = 0$$

$$\Rightarrow q = L / b[(a - c) / 2]$$

$$d\pi^x / dq^* = a - 2b/L^* - t - c^*$$

$$\Rightarrow q^* = L^* / b[(a - c - t) / 2]$$

On note que plus t , le coût lié au commerce est élevé, cela diminue la quantité vendue à l'étranger.

En plus L^* est élevé, plus que la quantité exportée sera important car L^* représente la taille du marché étranger.

Le profit optimal dans le cas où le monopole exporté vers le pays étranger est le suivant :

$$\pi^X = \left[\frac{a - c}{2} \right]^2 \left(\frac{L}{b} \right) \left[\frac{a - c - t}{2b} \right] \left(\frac{L^*}{b} \right) - G - f$$

Concernant la deuxième stratégie d'internationalisation, le monopole est une firme multinationale horizontale. Autrement dit, il réalise les investissements directs étrangers (IDE) horizontaux car il produit pour le marché local d'accueil qui est ici le pays étranger.

Etant donné qu'il n'y a pas d'échanges commerciaux dans ce deuxième cas, le monopole ne supporte plus le coût lié au commerce t . Mais par contre comme il possède 2 unités de production, il supporte $2G$ et la fonction de profit associée est :

$$\pi^H = \left[a - \left(\frac{b}{L} \right) q \right] q + \left[a - \left(\frac{b}{L^*} \right) q^* \right] q^* - c(q + q^*) - f - 2G$$

$$d\pi^H / dq = a - 2b/Lq - c = 0$$

$$\Rightarrow q^* = L^*/b \left[\frac{a - c}{2} \right]$$

$$d\pi^H / dq^* = a - 2b/L^*q^* - c^* = 0$$

$$\Rightarrow q^* = L^*/b \left[\frac{a - c^*}{2} \right]$$

Le profit optimal dans ce deuxième cas est :

$$\pi^H = \left[\frac{a - c}{2} \right]^2 \frac{L}{b} + \left[\frac{a - c^*}{2} \right] \left(\frac{L^*}{b} \right) - 2G - f$$

Quant au troisième cas, étant donné que le monopole ne possède qu'une seule unité de production dans le pays étranger et réimporte le bien vers le pays domestique, on est en présence des investissements directs étrangers (IDE) verticaux. Et alors le monopole est une firme multinationale verticale. Dans la fonction de profit associé à ce troisième cas, on retrouve le droit de douane spécifique t qui est payé par les consommateurs du pays domestique car ce sont eux qui réimportent le bien. Cependant, le monopole ne supporte que G et non plus $2G$ car il n'y a qu'une seule unité de production.

La fonction de profit est alors :

$$\pi^V = (2 - b/L - t)q + (a - b/L^* q^*)q^* - c^*(q + q^*) - f - G$$

$$d\pi^V / dq = a - 2b/Lq - t - c^* = 0$$

$$\Rightarrow q = L/b[(a - t - c^*)/2]$$

$$d\pi^V / dq^* = a - 2b/L^* q^* - c^* = 0$$

$$\Rightarrow q^* = L^*/b[(a - c^*)/2]$$

Le profit optimal dans ce cas est :

$$\pi^V = [(a - c^* - t)/2]^2 (L/b) + [(a - c^*)/2]^2 (L^*/b) - f - G$$

C - INTERPRETATION DES RESULTATS DU MODELE :

Selon les valeurs de paramètre L, L*, c, c*, on est capable de déterminer le mode d'internationalisation des firmes :

Premier cas : si les deux pays ont les mêmes tailles (L, L*), mêmes technologie (c=c*)

$$\text{Alors, } \pi^X = \pi^V$$

La firme décide de devenir multinationale lorsque le coût lié au commerce t est une supérieur à t

Avec t est une valeur seuil de t où les exportations commencent à générer de profit pour le monopole.

- ✓ Plus G est élevé, plus t devient faible.
- ✓ On s'aperçoit aussi que plus L* va être important, plus la valeur de t va baisser.

En effet, plus la taille du marché étranger sera élevée, plus on aura la possibilité d'amortir les coûts fixes.

Il faut aussi noter que si le coût lié au commerce t est nul, la firme a toujours intérêt à exporter.

Deuxième cas : si L > L* et c = c*

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

On suppose que les deux pays sont différents par leur taille ($L > L^*$ par exemple). La taille du marché domestique est supérieure à celle du marché étranger. Dans ce cas, la décision du monopole de choisir entre les 3 cas stratégiques dépend du profit le plus élevé.

On a toujours les mêmes mécanismes que le premier cas.

Troisième cas : si $L = L^*$ et $c > c^*$

Les deux pays sont les mêmes tailles mais possèdent chacun de technologies différentes. Le coût unitaire de production dans le pays domestique est plus élevé que celui dans le pays étranger.

On a alors $\pi^X < \pi^V$

La firme a toujours intérêt à aller produire à l'étranger et à réimporter ce qu'elle produit. Par conséquent, le monopole réalisera toujours des investissements directs étrangers (IDE) verticaux.

Quatrième cas : si $L < L^*$ et $c < c^*$

On considère que les deux pays sont différents par leur taille et par leur technologie. Alors le mode d'internationalisation dépend de plusieurs facteurs, en occurrence des écarts de coûts et de taille de marché par rapport à leurs valeurs respectives. Le choix entre exporter le bien par le biais des échanges ou avoir 2 unités de production dans chaque pays ou seulement avoir une unité de production dans le pays étranger et réimporter le bien dans le pays domestique, se fait en fonction du montant du profit fourni par le meilleur mode d'internationalisation. C'est-à-dire, on choisit le mode d'internationalisation qui génère le coût le moins élevé et donc procure le profit le plus élevé.

SECTION II : LES DETERMINANTS STRATEGIQUES DES IDE

A – INSTABILITES POLITIQUES ET ECONOMIQUES

1. INSTABILITES POLITIQUES :

Les décisions des investisseurs étrangers se fondent sur la qualité du cadre politique et réglementaire de l'investissement étranger, les paramètres économiques selon le motif recherché (recherche de nouveaux marchés, recherche de ressources ou recherche d'efficacité) et le cadre de facilitation des affaires. Si, pour l'heure, les PED en question est littéralement boudée par les investisseurs étrangers des PD, c'est qu'elle est en défaut par rapport aux différents paramètres d'appréciation considérés par ces derniers dans leurs prises de décision.

Pour attirer les investisseurs étrangers, les pays hôtes doivent impérativement afficher une stabilité sur le plan politique, économique et social ; mettre en place un cadre réglementaire clair et non contraignant concernant les entrées de capitaux et les opérations, respectant les normes de traitement et d'accueil des investisseurs étrangers ; prendre des mesures favorisant le bon fonctionnement des marchés (notamment des lois sur la concurrence, lois sur les fusions et les acquisitions, lois sur la propriété intellectuelle, etc.) ; nouer des accords commerciaux et d'investissement internationaux ; mettre en place une politique de privatisation fondée sur la transparence, une politique commerciale libérale, une politique fiscale stable, etc.

La variable explicative d'intérêt est la corruption. Les données auraient dû être basées sur des observations directes des actes de corruption mais l'information disponible est seulement indirecte en raison de la complexité des transactions et de leur clandestinité. La littérature suggère donc deux catégories d'indicateurs: les indicateurs objectifs et les indicateurs subjectifs. Les indicateurs objectifs sont des tentatives de mesures directes de la corruption: le nombre de fonctionnaires accusés de cas de corruption (Dincer et Gunalp, 2005; Glaeser et Saks (2004), les montants des pots-de-vin dans les transactions de corruption entre les fonctionnaires et les entreprises ou encore l'écart entre les quantités physiques des infrastructures et le prix cumulé payé par le gouvernement sur le stock de capital. Mais ces indicateurs se prêtent plus à des analyses microéconomiques et ne sont pas disponibles pour un grand nombre de pays.

Dans le cadre de cet article, on utilise des indicateurs subjectifs qui proviennent de la base de données International Country Risk Guide (ICRG). La corruption est évaluée dans une conception assez large (ICRG, 2003): elle comprend non seulement les actes de corruption dans le milieu politique mais aussi administratif (népotisme, patronage, favoritisme, demandes de paiements spéciaux et de pots de vin,...).

2. ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUES :

C'est aussi un autre déterminant stratégique des IDE du point de vue économique. On peut dire aussi que les chocs macro-économiques qui peuvent toucher les pays d'accueil de ces IDE sont aussi un autre problème d'entrée des flux de ces capitaux étrangers. En outre, il y a aussi des déséquilibres macro-économiques comme l'inflation ou la balance des paiements ou autres indicateurs économiques y afférentes.

B- CODE D'INVESTISSEMENT ET QUALITE DES INFRASTRUCTURES :

1. CODE D'INVESTISSEMENT :

Il est aussi un important déterminant des IDE car ce code nous amène d'investir dans une entreprises qui à des compétences et des performances, et optent à rembourser les emprunts à la date d'échéance du terme. Alors, il faut donc déterminer bien le taux d'intérêt et la durée des emprunts lors des investissements et la capacité de remboursement des pays d'accueil.

2. QUALITE DES INFRASTRUCTURES :

Cette qualité des infrastructures est aussi très importante surtout pour les investisseurs afin de les inciter à investir par des IDE.

Pour arriver à un meilleur résultat à la fin d'une activité économique, il faut tenir compte toujours la présence des infrastructures favorables au développement des entreprises nationales. Par exemple, cas de construction routière, d'hôpital, CSB II...

C – SECURITES SOCIO-CULTURELLES ET RESSOURCES NATURELLES

1. SECURITES SOCI-CULTURELLES :

Dans ce cas, il faut tenir compte aussi les insécurités sociales qui pourraient aussi un obstacle d'entrée des IDE dans les PED comme les grèves, les banditismes, les guerres civiles...Ainsi, il faut aussi considérer la culture du pays d'accueil si elle est favorable aux firmes multinationales ; par exemple, il faut que les pays parlent au moins par l'une des langues utilisées par ces investisseurs pour qu'il y une véritable communication entre les deux parties.

2. RESSOURCES NATURELLES :

Enfin, il faut considérer aussi les ressources naturelles que les entreprises d'investissement pourraient améliorer leurs productions dans le lieu d'implantation. En effet, ces ressources devraient être adaptées aux besoins des entreprises de production pour qu'il n'ait pas des risques ou des échecs d'investissement. Par exemple, présence d'eau potable, des milieux écologiques rentables et efficaces pour les investissements dans ce territoire.

Pour résumer, on peut classer ces déterminants stratégiques des IDE en trois grandes parties :

D- RECAPITULATION SUR LES DETERMINANTS STRATEGIQUES DES IDE :

1. CADRE POLITIQUE ET REGLEMENTAIRE DE L'IDE :

- Stabilité politique, économique et sociale ;
- Réglementations relatives aux entrées et aux opérations ;
- Normes de traitement/accueil des étrangers ;
- Politiques relatives au fonctionnement et à la structure des marchés (spécialement la concurrence et les fusions et acquisitions) ;
- Accords commerciaux et accords d'investissement internationaux ;
- Politique de privatisation ;
- Politique commerciale (barrières tarifaires et non tarifaires) ;
- Politique fiscale.

2. DETERMINANTS ECONOMIQUES :

On peut les récapituler dans un tableau ci-après :

Tableau 9: Les déterminants des IDE pour les PED

<i>TYPES D'IDE SELON LES MOTIFS</i>	<i>PRINCIPAUX DETERMINANTS ECONOMIQUES</i>
<i>Recherche de nouveaux marchés</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Taille du marché • Expansion du marché • Accès aux marchés régionaux et mondiaux • Préférences spécifiques des consommateurs • Structure du marché
<i>Recherche d'actifs ou des ressources</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Matières premières • Main-d'oeuvre non qualifiée, bon marché • Main-d'oeuvre qualifiée • Actifs technologiques, innovations et autres actifs (marques, labels, etc.) • Infrastructures physiques (ports, routes, centrales électriques, etc.)
<i>Recherche d'efficacité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Coûts des ressources et des actifs cités dans B • Coûts des autres intrants tels que le transport et les communications et biens intermédiaires • Appartenance à une structure d'intégration régionale

Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement international, 1998

3. FACILITATION DES AFFAIRES :

- Promotion des investissements (y compris l'image, les activités génératrices d'investissement et services de facilitation des investissements) ;
- Incitation à l'investissement ;
- Réduction des coûts des tracasseries (liées à la corruption, tracasseries administratives, etc.) ;
- Facilité sur le plan social (écoles bilingues, qualité de vie, etc.) ;
- Services après investissement.

CHAPITRE IV : ANALYSE ECONOMETRIQUE DES DETERMINANTS DES IDE

Pour réaliser les estimations économétriques dans ce mémoire, on aura recours aux données de panel. Le choix de ce type de données par rapport aux autres types de données à savoir les coupes transversales et les séries temporelles. La double dimension des données panel, à savoir la dimension individuelle et la dimension temporelle constitue un avantage car elle permet rendre compte simultanément l'hétérogénéité des individus et leurs dynamiques. Cette double dimension permet l'influence des caractéristiques non observables des individus sur leur comportement. Par exemple, dans notre étude ici, les données de panel permet de tenir compte de l'influence sur l'entrée d'IDE dans les pays en développement des spécificités inobservables de ces pays, de spécificités sociales, politiques ou religieuses qui sont supposés non mesurables.

Un autre avantage des données de panel est le fait qu'elles sont souvent composées de nombreuses observations. Comme ici dans notre cas, on a $T = 20$ années d'observations (1985-2004) sur $N = 40$ pays en développement (cf. ANNEXES), donc 40 individus pour constituer de 800 observations. En effet, il faut noter que l'une des caractéristiques des estimations basées sur un très grand nombre d'observations est leur grande précision.

SECTION I : HYPOTHESES

- a) Comme il n'existe pas à ce jour une base des données sur le flux bilatéraux d'IDE entre les pays du monde entier pour la période 1985-2004, on étudie seulement dans ce mémoire les IDE en provenance des pays de l'OCDE ;
- b) Etant que la totalité ou presque des IDE entrant dans les PED proviennent des pays de l'OCDE, on suppose que les flux entrants d'IDE dans les PED sont réalisés par un seul pays qui regroupe l'ensemble des pays de l'OCDE et qui représente donc le pays d'origine des entrées d'IDE dans les PED. Et ce pays, appelé OCDE est donc un pays fictif et se trouve quelque part sur la planète ;
- c) On suppose que la distance dans cette étude représente le coût lié au commerce international qui peut être un droit de douane spécifique.

SECTION II : PRESENTATION DU MODELE GRAVITATIONNEL

A- LE MODELE GRAVITATIONNEL DE BASE :

Le modèle gravitationnel est depuis longtemps utilisé pour expliquer des opérations où il y a la notion de distance telles que les échanges commerciaux, le transport, la migration, et les IDE. Par exemple, Anderson (1979) a montré que l'on pouvait déduire le modèle gravitationnel des modèles des échanges commerciaux de produits différenciés.

La formule élémentaire du modèle gravitationnel est une linéaire logarithmique qui explique une relation bilatérale par la masse des entités et la distance qui sépare (ce qui explique le nom du modèle) et en appliquant sur les IDE, on obtient :

$$ide_{it} = \beta + \alpha_1 revtete_{it} + \alpha_2 sim_{it} + \alpha_3 distoc_i + u_{it}$$

Avec:

Ide_{it}: la variable expliquée qui représente les flux entrants d'IDE (en Millions de dollars américains USD) du pays en développement i à l'instant t.

Les variables explicatives du modèle sont constituées par :

- **revtete_{it}**: le revenu par tête du pays en développement i à l'instant t obtenu en faisant le rapport du PIB sur le nombre de la population totale du PED i ;
- **simit** : est un indice de similarité de la taille du PED i à l'instant t. Il prend des valeurs négatives prises dans l'intervalle suivant $]-\infty ; -0.69$ [et obtenu par la formule :

$$S_{it} = \text{Log} \left[1 - s^2_{(ocde,t)} - s^2_{it} \right]$$

Avec :

$$s_{(ocde,t)} = PIB_{(ocde,t)} / (PIB_{(ocde,t)} + PIB_{it})$$

$$s_{it} = PIB_{it} / (PIB_{it} + PIB_{(ocde,t)})$$

- **distoc_i** : indique la distance géographique qui sépare entre le pays fictif OCDE et le pays en développement i en utilisant les villes capitales dans la formule suivante :

$$distoc_i = (1/30) \sum_{j=1}^{30} d_{ij}$$

Avec j est un pays de l'OCDE et i est un pays de développement ;

- **u_{it}** : représente le terme d'erreurs aléatoires du modèle. Ce terme d'erreurs synthétise l'ensemble des informations non explicitées dans le modèle. Il représente l'ensemble des phénomènes explicatifs de la variable expliquée (ide) non liés aux variables. Et finalement, il mesure la différence entre les valeurs réellement observées de (ide) et les valeurs qui auraient été observées si la relation spécifiée avait été rigoureusement exacte. Enfin, **u_{it}** représente l'ensemble des influences des variables non prises en compte dans le modèle.

On peut introduire l'hypothèse d'effets aléatoires individuels conduisant à un modèle à erreurs composées :

$$ide_{it} = \alpha X_{it} + \beta + u_{it}$$

Avec X_{it} désigne le vecteur des variables explicatives ;

Et $u_{it} = f_i + v_{it}$ où f_i représente un effet aléatoire individuel qui relate l'influence des variables non prises en compte dans le modèle (et invariantes dans le temps) sur les flux entrants d'IDE dans les PED et v_{it} désigne un terme idiosyncratique⁸.

Cependant, les variables explicatives dans ce modèle gravitationnel de base paraissent insuffisantes pour expliquer aux mieux les flux entrants d'IDE dans les pays en développement. Par conséquent, on introduit d'autres variables caractéristiques du PED pour approfondir l'analyse. Alors on obtient un nouveau modèle économétrique élargi avec d'autres variables explicatives en plus.

⁸ C'est-à-dire sans auto-corrélation, ni dans la dimension individuelle, ni dans la dimension temporelle.

B - MODELE ECONOMETRIQUE ETENDU :

A partir du modèle gravitationnel de base ci-dessus, on construit un autre modèle économétrique plus élargi en ajoutant des variables explicatives pour constituer le modèle suivant :

$$ide_{it} = \beta + \alpha_1 rev_{it} + \alpha_2 sim_{it} + \alpha_3 dist_{it} + \alpha_4 instab_{it} + \alpha_5 trend_{it} + \alpha_6 colon_{it} + \alpha_7 front_{it} + \alpha_8 zone_{it} + \alpha_9 langue_{it}$$

Définition des nouvelles variables :

instab_{it} : C'est une variable qui indique le degré d'instabilité politique dans les pays en développement *i* à l'instant *t*. Evalué de 1 à 7, ce degré d'instabilité politique représente le non-respect des droits politiques et les libertés civiles dans le pays. Le niveau 1 représente le degré le plus élevé de liberté et le degré 7 représente le plus bas de liberté. Si *instab* est compris entre 1 et 2.5 ; on considère que le pays est complètement libre, si *instab* est compris entre 3 et 5.5 le pays est particulièrement libre et si *instab* est compris entre 5.5 et 7 ; le pays n'est pas libre ;

trend_t : est une variable temporelle, initialisée à 0 et prend la valeur 1 quand *t* = 1985 ; 2 quand *t* = 1986 ; et ainsi de suite jusqu'en 2004 où prend la valeur 20. Cette variable traduit les chocs macro-économiques que subissent les pays en développement.

- *colon_{it}* : une variable indicatrice qui détermine si le PED *i* est une ex-colonie de l'un des pays de l'OCDE et prennent la valeur 1 si oui et 0 sinon.
- *front_{it}* : une variable indicatrice qui détermine si le PED *i* possède une frontière commune avec l'un des pays de l'OCDE et prend la valeur 1 si oui et 0 sinon.
- *zone_{it}* : une variable indicatrice qui détermine si le PED *i* appartient à une même zone économique de libre échange que l'un des pays de l'OCDE et prend la valeur 1 si oui et 0 sinon.
- *langue_{it}* : une variable indicatrice qui détermine si le PED *i* parle la même langue que l'un des pays de l'OCDE et prend la valeur 1 si oui et 0 sinon.

Ces nouvelles variables explicatives ont été choisies selon leur capacité à rendre compte des spécificités des pays en développement. Des caractéristiques qui poussent les investisseurs des pays de la zone OCDE à investir dans ces pays en développement.

SECTION III : MODELISATION ECONOMETRIQUE DES DETERMINANTS DES IDE (Les méthodes économétriques utilisées.)

La base de données sur laquelle on fera l'estimation est constituée de 40 pays en développement sur 30 années d'observation (de 1975 à 2004). Cette période a été choisie en fonction des données disponibles pour les différentes variables utilisées dans cette étude. Concernant le choix des pays en développement (voir annexes 1), il a été fait selon la prépondérance, le poids, la taille de ce pays.

Avant de faire une estimation économétrique, il convient d'appréhender les caractéristiques des variables de la base de données.

On peut obtenir les statistiques descriptives de quelques variables suivantes :

Tableau 10: Statistiques descriptives des variables ide, revtete, distoc

Variables	Libellé	Nb	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
Ide	ide	800	112,53	322,44	-498,62	3504,70
Revtete	revtete	800	706,89	974,63	62,95	6572,13
Distoc	distoc	800	7558,85	1028,91	6310,95	9622,49

Source : base de données réalisées pour ce mémoire.

En moyenne, les flux entrants d'IDE (ide) dans les pays en développement durant la période de 1985 à 2004 s'élève à 112.53 millions de dollars américains, et la dispersion par rapport à la moyenne (c'est-à-dire l'écart-type), est égale à 322.44. Les 800 observations s'expliquent par le fait qu'on a 40 pays en développement pris dans la même période (1985-2004). Le revenu par tête moyen des 40 PED constituant l'échantillon de 800 est évalué à

706.89 d'USD (dollars américaine). On constate qu'il y a une très grande disparité des revenus par tête au sein même des pays en développement car la valeur minimale s'élève seulement à 62.95 USD tandis que la valeur maximale atteint 6572.13 USD par an. Quant à la distance géographique qui sépare le pays fictif de l'OCDE aux pays en développement, on a en moyenne égale à 7558.85 Km pour les pays en développement dans cette étude, étant donné que la distance exprime la variation des coûts des investissements des capitaux entre le pays fictif de l'OCDE et les PED ; c'est-à-dire si cette distance est très élevée alors les coûts des investissements seront élevés aussi et ce qui poussent ou non les investisseurs d'investir dans ces pays d'accueil des PED.

A -ESTIMATION DES ENTREES D'IDE DES PED PAR MA METHODE DES MOINDRES CARREES ORDINAIRES :

L'utilisation de la méthode des MCO nécessite un certain nombre d'hypothèses pour que l'estimateur respecte les propriétés telles qu'il doit être sans biais, convergent, et de variance minimale. On rappelle que l'estimateur des MCO minimise la somme des carrées des résidus. On rappelle que le modèle (2) qu'on cherche à estimer a la forme suivante :

$$ide_{it} = \beta + \alpha_1 revtete + \alpha_2 sim_{it} + \alpha_3 distoc_{it} + \alpha_4 instab_{it} + \alpha_5 trend_t + \alpha_6 colon_{it} + \alpha_7 front_{it} + \alpha_8 zone_{it} + \alpha_9 langue_{it} + u_{it}$$

Soit, $y_{it} = \beta + \sum_{k=1}^K \alpha_k x_{kit} + u_{it}$ avec $i = 1, \dots, T$ et ici $N = 40$; $T = 20$ et $K = 9$

1. HYPOTHESES :

Pour pouvoir appliquer la méthode de MCO, on suppose un certain nombre d'hypothèses concernant le modèle lui-même et les variables du modèle :

H1 : le modèle est linéaire en X_{it} (où X_{it} désigne le vecteur des variables explicatives) ;

H2 : Les valeurs X_{it} sont observées sans erreur. C'est - à dire que les variables explicatives sont non aléatoires

H3 : $E(U_{it})=0$, l'espérance mathématique de l'erreur est nulle .Autrement dit, en, moyenne, le modèle est bien spécifié et donc l'erreur moyenne est nulle ;

H4 : la variance de l'erreur est constante quelque soit l'instant t ; le risque de l'amplitude de l'erreur est le même quelque soit la période (homoscédasticité) ;

H5 : Les erreurs sont non corrélées entre elles (ou encore indépendantes) : une erreur à l'instant n n'a pas d'influence sur les erreurs suivantes ;

H6 : l'erreur est indépendante de chacune des variables explicatives, $\text{cov}(X_{it}, U_{it}) = 0$;

H7 : on considère l'absence de colinéarité entre les variables explicatives ;

H8 : $n > k + 1$, le nombre d'observation est supérieur au nombre des séries explicatives.

2. APPLICATION DE LA METHODE :

On rappelle que le coefficient de détermination (R^2) permet de connaître de combien explique la variation des variables explicatives par rapport à leurs moyennes. Le R^2 est donc une espèce d'indicateur de qualité explicative.

Par exemple, dans le tableau suivant (cf. TABLEAU ci-dessous), on a R^2 est égale à 0,8730 (soit 87,30%). Ce qui veut dire que les variables explicatives expliquent 87,30% de la variable expliquée. Ce qui est loin d'être satisfaisant.

On applique la méthode des MCO sur le modèle (2) et en utilisant quelques procédures, en occurrence la procédure de régression par les MCO du logiciel STATA et en les appliquant sur la base de données constituée, on arrive à obtenir les résultats suivants :

Tableau 11: Tableau récapitulatif des paramètres estimés par les MCO

Variables	ide
	MCO
_cons	1.659121* (-3,41) ¹
revtete	-1.028293* (50,82)
sim	0.0022087 (-0,36)
distoc	-0.00408106* (-2,32)
instab	0.0332536 (1,17)
trend	0.0806372* (4,24)
colon	1.659273* (28,03)
front	-0.0077373 (-0,17)
zone	2.853813* (41,14)
langue	0.0060806 (0,20)
Nombre d'observations (NT)	800
Nombre d'individus (N)	40
R ²	0,8730
Root MSE	0,18186

¹ : t de student les entres parenthèses ;

* : veut dire que le coefficient est significativement différent de 0.

Source : Donnée réalisée pour ce mémoire

Avant d'interpréter les résultats de ce tableau, il s'avère de rappeler la signification de la valeur de t de student. En fait, lorsque cette valeur est supérieure à la valeur absolue de 2, alors le paramètre estimé de la variable correspondante est significativement différent de 0 au seuil de 5% .On dit alors que le coefficient estimé est significatif .Ainsi, selon les résultats obtenus dans le tableau précédent ci –dessus, les Coefficients estimés de la variable de similarité, de frontière, et de langue ne sont pas significatifs. Il faut rappeler que les coefficients estimés sont des élasticités.

B – INTERPRETATION DES RESULTATS :

Les estimations par les MCO nous donne que la constante estimée vaut 1.659121. Le coefficient estimé associé au revenu par tête (revtete) est égal à -1.028293, ce qui montre que le revenu par tête est lié négativement avec l'entrée d'IDE dans les pays en développement. C'est-à-dire que si le revenu par tête dans les PED diminue de 1% cela augmente les entrées d'IDE de 0.028293%. Ce qui est logique car plus les coûts liés salariaux dans les PED sont élevés, moins, les investisseurs dans les pays de l'OCDE sont incités à venir dans les PED. C'est pourquoi, le revenu par tête dans les PED et l'entrée d'IDE (ide) dans ces pays qui sont généralement en provenance des pays de l'OCDE sont corrélés négativement et très significatif. Le coefficient associé à l'indice de similarité (sim) vaut 0.0022087, donc corrélé positivement avec l'entrée d'IDE dans les PED et n'est pas significatif. En effet, plus la taille des PED, pays d'accueil est grande, plus les investissements horizontaux venant des pays de l'OCDE sont encouragés. Car cet indice de similarité de la taille des pays ne reflète pas alors l'étendue des marchés potentiels dans les PED de l'Afrique Subsaharienne.

Quant au coefficient associé à la distance -0.00408106 qui sépare le pays fictif OCDE et les pays en développement, il est corrélé négativement avec l'entrée d'IDE dans ces pays mais aussi significatif. Ce qui est logique car lorsque la distance devient petite, les coûts liés au commerce sont alors faibles et moins chers. Donc, les firmes préfèrent implanter des filiales dans les PED grâce à des investissements horizontaux. Ce qui augmente les flux entrants d'IDE dans les PED. Ce résultat économétrique confirme bien le modèle théorique sur les déterminants d'IDE qu'on a développé dans le premier chapitre.

Concernant le paramètre associé à l'instabilité politique dans les PED (instab), il est corrélé positivement (0.0332536) avec les flux entrants d'IDE dans ces pays. Cependant, il faut noter que ce coefficient n'est pas significatif car le t de student associé vaut 1,17. Et ce résultat montre que les pays de l'OCDE investissent aussi dans les PED dépourvus de droits politiques et de libertés civiles, tel que le Rwanda, La République démocratique du Congo, pour des raisons stratégiques, et cela n'empêche pas de circuler ces flux dans ces pays en question.

Concernant le variable « colon », on a pour coefficient 1.659273 ; ce qui signifie que ce variable est lié positivement et significatif avec ces flux d'IDE. Plus exactement, cela veut dire que le fait qu'un pays colonisé par l'un des pays de l'OCDE incite plus ces derniers à

investir dans ce premier où ces investisseurs en bénéficient aussi des matières premières à prix bas.

Le résultat pour les variables (front) a donné pour coefficient de -0.0077373 qui est lié négativement avec les entrées des flux des IDE dans les PED et qui est significatif. Ce résultat peut se traduire par le fait que ce n'est pas parce qu'un pays en développement possède une frontière commune avec un pays de l'OCDE que ce dernier a intérêt à réaliser des investissements massifs dans les PED en question. En effet, un pays de l'OCDE préfère réaliser des IDE avec un autre frontalier, appartenant à la zone OCDE qu'avec un PED proche géographiquement parce qu'il peut retrouver des structures politiques, financières, et économiques plus adéquates pour les PED dans le pays frontalier membre de l'OCDE que dans le PED. Par ailleurs, concernant le variable « zone », le coefficient associé est de 2.853813 ;. En effet, le fait d'appartenir à une même zone économique de libre échange ou non que l'un des pays de l'OCDE se relève comme un signe positif pour les autres pays de l'OCDE que le PED en question n'empêche pas d'augmenter les IDE entrants dans ces pays d'accueil en question.

Concernant la variable « langue » qui détermine si le PED parle la même langue que l'un des pays de l'OCDE ou non, on note que le coefficient associé à ce variable est corrélé positivement (0.0060806) avec les entrées d'IDE dans les pays en développement et il n'est pas significatif. . Ce qui signifie que la différence sur la langue utilisée n'empêche pas les investisseurs étrangers de placer leurs capitaux dans les PED.

CONCLUSION

Dans la littérature, on dit parfois que les IDE sont des activités économiques qui entraînent des risques pour les firmes multinationales investisseurs en termes de rapatriement des fonds investis dans les PED pour diverses raisons. Ce qui nous a incité dans cet travail de mémoire de voir quels sont les motifs qui poussent les pays de l'OCDE à investir dans ces pays.

Etant donné les opportunités que les IDE offrent dans les pays d'accueil en développement, ces derniers doivent attirer ces investissements étrangers en faisant des efforts sur la certitude de l'environnement politique et socio-économique. En particulier, ils doivent aussi respecter attentivement le « code d'investissement » qui a un aspect international. En bref, il est indispensable pour les PED de connaître les déterminants des flux entrants d'IDE pour mieux saisir les opportunités apportées par ces derniers. Prenons le cas de Madagascar en particulier, les déterminants des IDE sont les environnements économiques favorables, les ressources naturelles, et les marchés financiers internationaux favorables autres que leurs ressources naturelles y afférentes. C'est ce que nous avons essayé d'explicitier dans la première partie.

De plus, on a effectué également une modélisation et une analyse empirique pour approfondir nos études dans la deuxième partie. Pour cela, on a pris des variables plus significatifs avec des échantillons des pays de l'Afrique Subsaharienne sur ce modèle, on peut dire que les investissements des PD ne tiennent pas compte les instabilités politiques et les chocs environnements économiques ainsi que la situation coloniale ; mais ces IDE s'attirent surtout sur les distances, les frontières que les pays en question ont envers les investisseurs.

Entre autre, les rôles des IDE et leurs impacts sur les pays sont aussi une suite qu'il faut tenir compte pour afin d'arriver à cette développement économique du pays en question en connaissant en particulier ces effets d'entraînement et l'environnement qui pourraient lier directement avec ces investissements étrangers. Par suite, il faut donc une étude hiérarchique entre les déterminants et leurs impacts pour trouver un développement économique durable et capable de maîtriser les apports de la mondialisation et le phénomène de la globalisation financière.

ANNEXES

ANNEXES :

ANNEXE 1 : Notion des firmes multinationales

« Les firmes multinationales jouent un rôle central dans la croissance de ces flux d'IDE »

Les firmes multinationales sont des acteurs majeurs de la mondialisation. Leur activité contribue fortement à la croissance du commerce international et des flux financiers.

*Une firme multinationale est constituée d'une maison-mère et de filiales implantées à l'étranger. La CNUCED retient une définition large des firmes multinationales (FMN) : est considérée comme multinationale une firme qui contrôle au moins une filiale basée à l'étranger ; est considérée comme une filiale une entreprise dont la maison-mère détient au moins 10 % du capital. Sur la base de cette définition, **la CNUCED dénombre, en 2002, environ 64.000 multinationales, disposant de 870.000 filiales, et qui emploient 54 millions de salariés à travers le monde. On ne recensait que 7.000 FMN vingt ans plus tôt.***

Le commerce international est très lié à l'activité des FMN. On estime en effet qu'un tiers du commerce mondial de biens et services correspond à des échanges « intra-firmes » réalisés par des entreprises dépendant d'une même firme. Un autre tiers correspond aux ventes « extra-firmes » des FMN et de leurs filiales.

Au-delà, il importe de noter que le montant des ventes locales des filiales à l'étranger représente aujourd'hui le double de la valeur totale des exportations mondiales. Autrement dit, le commerce international, qui est pourtant un indicateur majeur de la mondialisation, est nettement moins important que la distribution locale de biens et services par les multinationales. Pour M. Charles-Albert Michalet, ce fait signifierait que nous serions passés d'une « configuration internationale » de la mondialisation à une « configuration multinationale »^{4()}. La « configuration internationale » se*

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

caractérisait par « la prédominance de la dimension des échanges de biens sur les autres dimensions de la mondialisation ». Elle aurait pris fin vers le milieu des années 1960, pour être remplacée par la « configuration multinationale », caractérisée par la place dominante occupée par la dimension des investissements directs à l'étranger effectués par des firmes industrielles et financières.

Apprécier la place réelle d'une nation dans la mondialisation implique donc de prendre en compte l'activité des FMN dont la maison-mère est basée dans ce pays. Si le lourd déficit de la balance des paiements américaine (près de 5 % du PIB) peut faire penser que la puissance commerciale des États-Unis est écornée, il ne saurait faire oublier que les ventes à l'étranger des filiales américaines représentent deux fois le montant des exportations américaines. Ces firmes multinationales, soumises à la juridiction de l'Etat américain, participent à l'influence des États-Unis dans le monde, et peuvent être un levier de la puissance américaine.

ANNEXE 2 : Tableaux des évolutions récentes des flux d'IDE

➤ Tableau I: Evolution récente des flux d'IDE au niveau mondial

(En Millions de dollars EU aux prix courants)					
ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005
Flux	832 247,63	617 731,56	557 869,01	710 754,69	916 276,63

Source : Données de site web (www.ocde.org)

➤ Tableau II: Evolution des Flux de l'ensemble des pays de l'OCDE

En Millions de dollars américains aux prix courants					
ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005
FLUX	539 135,41	458 323,90	370 790,73	418 815,51	564 747,76

Source : Données de site web (www.ocde.org)

➤ Tableau III: Evolution des Flux récente d'IDE pour les PED

En Millions de dollars américains aux prix courants					
ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005
Flux PED	53 854,27	61 071,49	65 247,32	70 242,50	83 976,69

Source : Données de site web (www.ocde.org)

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

ANNEXE 3 : Liste des 30 pays de l'OCDE

NOMBRE	PAYS
1	<i>Allemagne</i>
2	<i>Australie</i>
3	<i>Autriche</i>
4	<i>Belgique</i>
5	<i>Canada</i>
6	<i>Corée</i>
7	<i>Danemark</i>
8	<i>Espagne</i>
9	<i>États-Unis</i>
10	<i>Finlande</i>
11	<i>France</i>
12	<i>Grèce</i>
13	<i>Hongrie</i>
14	<i>Irlande</i>
15	<i>Islande</i>
16	<i>Italie</i>
17	<i>Japon</i>
18	<i>Luxembourg</i>
19	<i>Mexique</i>
20	<i>Norvège</i>
21	<i>Nouvelle-Zélande</i>
22	<i>Pays-Bas</i>
23	<i>Pologne</i>
24	<i>Portugal</i>
25	<i>République tchèque</i>
26	<i>Royaume-Uni</i>
27	<i>Slovaquie</i>
28	<i>Suède</i>
29	<i>Suisse</i>
30	<i>Turquie</i>

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

ANNEXE 4 : Listes des PED pour cette étude

Nombre	PAYS
1	Angola
2	Bénin
3	Burkina Faso
4	Botswana
5	Burundi
6	Cameroun
7	Chine
8	Congo
9	Côte d'Ivoire
10	Gabon
11	Gambie
12	Ghana
13	Guinée
14	Guinée-Bissau
15	Guinée Equatoriale
16	Guatemala
17	Kenya
18	Lesotho
19	Libéria
20	Madagascar
21	Malawi
22	Mali
23	Maurice
24	Mauritanie
25	Mozambique
26	Namibie
27	Niger
28	Nigeria
29	Rép. dém. du Congo
30	République centrafricaine
31	Rwanda
32	Sénégal
33	Sierra Leone
34	Soudan
35	Swaziland
36	Tanzanie
37	Tchad
38	Togo
39	Zambie
40	Zimbabwe

ANNEXE 5 : Définitions du PIB et du nombre de population totale

✓ **Définitions du PIB :**

*Le Produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur le plus retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année. Il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays ou encore la grandeur de sa richesse générée. Cependant, la valeur du PIB en **dollars courants** peut être trompeuse de plusieurs manières. D'abord, parce qu'elle peut comporter un biais de gonflement à cause de l'inflation (ou de dégonflement à cause de la déflation) dès que l'on procède à des comparaisons dans le temps. C'est pour cette raison qu'on a souvent recours au PIB en dollars constants. On doit aussi tenir compte de la population; il est alors utile d'examiner le même indicateur «par habitant». Enfin, pour des comparaisons internationales plus adéquates on doit examiner la donnée formulée en PPA (parité pouvoir d'achat).*

✓ **Définition du nombre de population totale :**

La définition de population englobe tous les résidents indépendamment de leur statut légal ou de leur citoyenneté, à l'exception des réfugiés qui ne sont pas établis en permanence dans leur pays d'adoption. Ceux-ci sont généralement considérés comme faisant partie de leur pays d'origine.

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau 1: Ratio Apport courant non-résidents / Capital et Emprunts reçus / capital social (en %)	19
Tableau 2 : Importance relative de chaque mode de financement par branche (en %) . .	20
Tableau 3 : Pourcentage des fonds étrangers (non résidents) et fonds locaux (résidents) des nouveaux apports en capital (en %).....	22
Tableau 4: Pourcentage des fonds étrangers (non résidents) et fonds locaux (résidents) des emprunts reçus (en %).....	23
Tableau 5 : Pourcentage des fonds étrangers (non résidents) et fonds locaux (résidents) des financements à court terme reçu (en%)	24
Tableau 6: Evolution des flux d'IDE pour Madagascar	30
Tableau 7: Répartition par pays du stock d'IDE (en milliards d'ariary).....	40
Tableau 8 : Répartition du stock d'IDE par branche (en milliards d'ariary).....	42
Tableau 9: Les déterminants des IDE pour les PED.....	53
Tableau 10: Statistiques descriptives des variables ide, revtete, distoc.....	59
Tableau 11: Tableau récapitulatif des paramètres estimés par les MCO.....	62

LISTE DES FIGURES

LISTES DES FIGURES

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

Figure 1: Illustration de l'IDE	15
Figure 2: lien direct et indirect sur une entreprise d'investissement	17
Figure 3: Evolution récente des flux d'IDE au niveau mondial	26
Figure 4: Evolution récente des flux d'IDE entre les pays de l'OCDE	27
Figure 5: Evolution récente des flux d'IDE entre les PED	28
Figure 6: Effet de la croissance économique venant des IDE	32

SIGLES

SIGLES :

- ↳ **OMC : Moindre Carrée Ordinaire**
- ↳ **EUROSTAT : European Of Statistic**
- ↳ **OCDE : Organisation et Coopération de Développement Economique**
- ↳ **FMI : Fond Monétaire Internationale**

- ↳ **CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et Développement**
- ↳ **EU : Etats-Unis**
- ↳ **USD : Unity State Devise**
- ↳ **COMESA: Common Market of Eastern et Southern Africa**
- ↳ **OCDE: Organisation de Coopération et de Développement Economique**
- ↳ **BM : Banque Mondiale**
- ↳ **INSTAT : Institut National de Statistique**
- ↳ **FMN : Firmes Multinationales**
- ↳ **IDE : Investissements Directs Etrangers**
- ↳ **PD : Pays Développé**
- ↳ **PED : Pays En Développement**

BIBLIOGRAPHIES

BIBLIOGRAPHIES :

📁 Base de données de la Banque Centrale de Madagascar.

📁 Fonds Monétaire Internationale, « Manuel de la balance de paiement », 5^{ème} édition, 1993.

Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : cas de Madagascar en particulier

📁 Jean-Louis Mucchielli, « Revue économique déterminants de la délocalisation et firmes multinationales ».

📁 P NUD/BM, « Données économiques et financières de l'Afrique ».

📁 B.C.M., Rapport annuel 2006, Banque Centrale de Madagascar.

📁 Statistique de Madagascar de 1998-2005, p. 593.

📁 Sites Internet : www.oecd.org; www.unctad.org; www.insee.fr.